



## CHAPITRE 56

### Loi refondant la Charte de la ville de Sainte-Foy

[Sanctionnée le 30 juin 1976]

**Préambule.** ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Sainte-Foy et nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, le chapitre 101 des lois de 1949, et les lois qui la modifient, soient modifiées et refondues;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**Titre abrégé.** 1. La présente loi peut être citée sous le titre « Charte de la ville de Sainte-Foy ».

**Corporation.** 2. Les habitants et les contribuables du territoire décrit à l'annexe I et leurs successeurs continuent de former une corporation sous le nom de « Ville de Sainte-Foy ».

**S.R., c. 193 applicable.** 3. Sous réserve des dispositions de la présente loi, la ville est régie par la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

**Territoire et quartiers.** 4. Le territoire de la ville est celui décrit à l'annexe I et il est divisé en sept quartiers tels que décrits à l'annexe II.

**S.R., c. 193, a. 26, mod. pour la ville.** 5. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Sainte-Foy, par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

**Acquisition d'immeubles.** « 3. Le conseil peut pourvoir lui-même ou par l'intermédiaire d'une corporation sans but lucratif à l'acquisition de gré à gré des

## CHAPTER 56

### An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy

[Assented to 30 June 1976]

**Preamble.** WHEREAS it is in the interest of the city of Sainte-Foy and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 101 of the statutes of 1949, and the acts amending it be amended and revised;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**Short title.** 1. This act may be cited as "The Charter of the city of Sainte-Foy".

**Incorporation.** 2. The inhabitants and ratepayers of the territory described in Schedule 1 and their successors shall continue to form a corporation under the name of "The city of Sainte-Foy".

**R.S., c. 193 applies.** 3. Subject to this act, the city is governed by the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

**Territory, seven wards.** 4. The territory of the city shall be that described in Schedule I and shall be divided into seven wards as described in Schedule II.

**R.S., c. 193, s. 26, am. for city.** 5. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended for the city of Sainte-Foy, by adding at the end, the following subsection:

"(3) The council may, itself or through a non-profit corporation, provide for the acquisition by agreement of immovables.

immeubles situés en partie sur le territoire de la ville de l'Ancienne-Lorette et en partie sur le territoire de la Ville de Québec et décrits à l'annexe VII du chapitre 56) des lois de 1976, aux fins d'organiser et d'exploiter des centres de loisirs et des lieux publics de sport et de récréation.

situated in part in the territory of the town of l'Ancienne-Lorette and in part in the territory of the City of Québec and described in Schedule VII to chapter 56) of the statutes of 1976, for the purposes of organizing and operating recreation centres and public places for sports and amusements.

Indemnités à l'Ancienne-Lorette et à Québec. Le conseil versera aux villes de l'Ancienne-Lorette et de Québec une indemnité à être déterminée entre les conseils respectifs de chacune des villes; en cas de désaccord sur cette indemnité, l'une ou l'autre des parties peut s'adresser à la Commission municipale du Québec, laquelle décide en dernier ressort après enquête. »

The council shall pay to the town of l'Ancienne-Lorette and to the City of Québec an indemnity to be determined among the three respective councils of the town and cities; in the case of disagreement on such indemnity, one or other of the parties may refer the matter to the Québec Municipal Commission, which shall, after inquiry, render a final decision. »

S.R. c. 193, a. 46, remp. pour la ville. **6.** L'article 46 de ladite loi est remplacé pour la ville par les suivants:

**6.** Section 46 of the said act is replaced for the city by the following:

Conseil et comité exécutif. « **46.** La ville est représentée et ses affaires sont administrées:

« **46.** The city shall be represented and its affairs administered:

a) par un conseil composé du maire et de sept conseillers, dont un pour chacun des quartiers décrits à l'annexe II;

(a) by a council composed of the mayor and seven councillors, one for each ward described in Schedule II;

b) par un comité exécutif composé du maire comme président et de deux conseillers.

(b) by an executive committee composed of the mayor, as chairman, and two councillors.

Pouvoirs du conseil. « **46a.** Le conseil a autorité pour:

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la ville, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

« **46a.** The council may

(a) adopt the budgets and vote the appropriations necessary for the administration of the city, submitted by the executive committee, and change them within the given delays;

b) consentir les contrats de la ville dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

(b) award contracts of the city in cases where the executive committee cannot do so;

c) adopter les règlements décrétant les travaux considérés comme dépenses capitales et autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer ou ordonner qu'ils soient payés à même les fonds généraux non encore affectés;

(c) make by-laws ordering works considered capital expenditures and authorize loans or impose taxes to pay for them or order them paid out of the unallotted general funds;

d) adopter les règlements de la ville concernant toute matière qu'elle a droit de réglementer;

(d) make the by-laws of the city on any matter the city may regulate;

e) créer par règlement les différents services de la ville et établir le champ de leurs activités;

(e) create by by-law the different departments of the city and determine the scope of their activities;

f) se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;

(f) give its opinion on any report submitted to it by the executive committee;

g) demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la ville;

h) approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif;

i) adopter tous règlements n'ayant aucune incidence monétaire sans qu'il soit nécessaire que ces règlements viennent du comité exécutif. »

(g) request reports from the executive committee on any matter respecting the administration of the city;

(h) approve the job-classification plan and the scales of related wages and allowances upon report of the executive committee;

(i) pass all by-laws having no monetary incidence without it being necessary that such by-laws come from the executive committee."

S.R., c.  
193, aa.  
51a-51f,  
aj. pour  
la ville.

**7.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 51, des suivants:

Élection  
du pré-  
sident.

« **51a.** À la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.

Vote pré-  
pondérant.

Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

Nomina-  
tion au  
comité  
exécutif.

Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire a le droit de nommer les deux conseillers qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque conseiller devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour deux conseillers à la charge de membre du comité exécutif.

Bulletin.

Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et signée de ses initiales, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des conseillers.

Vote.

Pour voter, chaque conseiller reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. Le conseiller se retire à l'intérieur d'un isoloir et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque conseiller pour lequel il vote.

Procédure.

Chaque bulletin doit être signé des initiales du greffier et lui être remis sous enveloppe cachetée. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque conseiller est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les conseillers auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le président du conseil pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.

**7.** The said act is amended for the city by adding after section 51 the following sections:

R.S., c.  
193, ss.  
51a-51f  
added  
for city.

« **51a.** At the first sitting following a general election, the clerk presiding, the council shall elect one of its members to chair the sittings of the council.

Electing  
chairman.

If the vote for the election of the chair-  
man is tied, the mayor shall have a casting  
vote.

Casting  
vote.

Immediately after the election of the chairman of the council, the mayor may appoint the two councillors to the executive committee. If he does not exercise such right, they shall be appointed by vote; each councillor must, under pain of nullity of his ballot, vote for two councillors as members of the executive committee.

Appoint-  
ments to  
executive  
committee.

The ballot, prepared and initialed by the clerk, shall be a printed, alphabetical list of the names of the councillors.

Ballot.

For the vote, the clerk shall give each councillor such ballot after striking out the name of the chairman. The councillor shall retire to a booth and mark a cross in the square printed for that purpose opposite the name of each councillor for whom he votes.

Voting.

Each of the ballots must be initialed by the clerk and remitted to him in a sealed envelope. Such envelopes shall be opened only at the counting of the votes, where the vote for each councillor shall be made public; if a single additional vote would entitle a councillor in a tie-vote to be declared elected, the chairman of the council may either request a new poll or give a casting vote.

Procedure.

Interdiction d'ajournement. Mêmes droits.

Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.

Le maire et les membres du comité exécutif ont, au conseil, les mêmes droits que les autres conseillers.

Président du comité exécutif.

« 51b. 1. Le maire est le président du comité exécutif; lors de la première assemblée du comité exécutif, il nomme l'un des membres président intérimaire; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les pouvoirs du président.

Quorum.

2. Le quorum du comité exécutif est de deux et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

Huis clos.

3. Le comité siège à huis clos sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la ville, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement.

Secrétaire.

4. Le greffier de la ville et, en son absence, le greffier adjoint, est le secrétaire du comité.

Vacances.

5. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

Démission.

6. La démission d'un membre du comité a effet à compter du jour où elle est remise au greffier.

Fonctions exécutives.

7. Le comité exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la ville, qui sont principalement les suivantes:

a) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire. Si la résolution du conseil a été adoptée par cinq des membres présents du conseil, le comité doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;

b) faire rapport au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

Préparation et soumission des règlements, du budget, etc.

8. Le comité prépare et soumet au conseil:

a) les règlements;

b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 15 novembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;

The council shall not suspend or adjourn the sitting until the members of the executive committee are elected.

No adjournment.

The mayor and the members of the executive committee have the same rights in the council as the other councillors.

Same rights.

“51b. (1) The mayor shall be the chairman of the executive committee; at the first meeting of the executive committee, he shall appoint one of the members as temporary chairman, who must, when the mayor is absent or the office is vacant, exercise all the duties of the chairman.

Chairman of executive committee.

(2) Two members shall be a quorum of the executive committee, and the chairman has a casting vote in case of a tie-vote.

Quorum.

(3) The committee shall sit *in camera* except if it considers that, in the interest of the city, its proceedings must be held in public.

*In camera*.

(4) The city clerk or, in his absence, the deputy clerk, is the secretary of the committee.

Secretary.

(5) Any vacancy on the committee shall be filled by the mayor within eight days of such vacancy. During such vacancy, the remaining members, if a quorum, may act.

Vacancies.

(6) The resignation of a member of the committee is effective from the day it is remitted to the clerk.

Resignation.

(7) The committee shall exercise the executive functions of government of the city, which are mainly the following:

Executive functions.

(a) report to the council on any matter of the jurisdiction of the council and submitted to it by the latter, unless otherwise prescribed. If the resolution of the council has been adopted by five of the members present of the council, the committee must report to it within thirty days of the adoption of the resolution;

(b) inform the council of its decisions and suggestions, by reports signed by its chairman.

(8) The committee shall prepare and submit to the council:

Preparing and submitting by-laws, budget, demands, etc.

(a) the by-laws;

(b) the annual budget of revenues and expenditures, not later than 15 November each year, including the by-laws imposing taxes, licences, permits and other municipal dues;

c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

d) toute demande pour virement de fonds d'une fonction à une autre ou d'un crédit déjà voté;

e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

f) tout rapport se rapportant à l'aliénation de tout meuble ou immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la juridiction exclusive du comité;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

Vote majoritaire du conseil.

9. Toute demande, règlement ou rapport soumis par le comité doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par le vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance.

Budget.

10. Après avoir tenu compte des prévisions de revenus de la ville et après avoir étudié les prévisions des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que leurs rapports et suggestions tels que présentés par le gérant, le comité prépare et soumet le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et soumettre les règlements et les résolutions imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la ville.

Approbat-  
tion  
unique du  
conseil.

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie du budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil.

Salaires  
des  
employés  
municipaux.

12. Sauf prescription contraire, le comité fixe les salaires des employés de la ville, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil. L'augmentation du nombre des employés de la ville dans tout service doit aussi être autorisée par le comité exécutif, pourvu que celui-ci ait à sa disposition les crédits nécessaires.

(c) any demand for the allocation of the proceeds of loans or for any other appropriation required;

(d) any demand for the transfer of funds from one department to another or of appropriations already voted;

(e) any report recommending the granting of franchises and privileges;

(f) any report respecting the alienation of any moveable or immovable belonging to the city and, in addition, the leasing of its moveable or immovable property, where the term of the lease exceeds one year;

(g) any other demand the object of which is not declared to be of the exclusive jurisdiction of the committee;

(h) any job classification plan and the salaries relating thereto.

(9) Any demand, by-law or report submitted by the committee shall, unless otherwise prescribed, be approved, rejected, amended or returned by the vote of the majority of the members of the council present at the sitting.

Majority  
vote of  
council.

(10) After having taken account of the estimates of revenues of the city and after having studied the estimates of expenditures submitted by the heads of departments and their reports and suggestions as presented by the manager, the committee shall prepare and submit the budget for the next fiscal year; it must also prepare and submit the by-laws and resolutions imposing taxes, permits and licences for payment of expenditures, taking into account all the other revenues of the city.

Budget.

(11) Unless otherwise prescribed, the appropriations voted by the council, by way of the budget, out of the proceeds of loans, or otherwise, shall remain at the disposal of the committee, which shall see to their employment for the purposes for which they have been voted, without any other approval by the council.

Appro-  
priations  
approved  
only once.

(12) Unless otherwise prescribed, the committee shall fix the wages of the city employees except those attached exclusively to the council. Any increase in the number of city employees in any department must also be authorized by the executive committee, provided the committee has the necessary appropriations available.

Wages  
of city  
employees

- Adjudication de contrats. 13. Le comité peut consentir, sans l'autorisation du conseil et sans soumission, tout contrat dont le montant n'excède pas cinq mille dollars; il doit soumettre au conseil pour approbation tous les contrats excédant ce montant. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.
- Demande de soumissions. 14. Sauf les cas d'urgence, le comité doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède cinq mille dollars, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du gérant et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil.
- Dépenses en cas d'urgence. 15. Dans les cas d'urgence, le comité, à la requête écrite du gérant, a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaires; le comité doit alors faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit.
- Signature des contrats. 16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité et par le greffier. Le président du comité peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité à signer les contrats à sa place.
- Travaux en régie. 17. Le comité peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas dix mille dollars; cependant, le conseil peut autoriser le comité à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède dix mille dollars.
- Observance des lois, etc. 18. Le comité doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la ville soient fidèlement observés.
- Plans et devis. 19. Le comité veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions.
- Paiement des sommes dues. 20. Le comité autorise le paiement de toutes les sommes dues par la ville en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites par la présente loi.
- Communications internes. 21. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité; dans ses rapports avec celui-ci, le
- (13) The committee, without the authorization of the council and without tenders, may award any contract not amounting to over five thousand dollars; it must submit to the council for approval all contracts exceeding such amount. However, after calling for and receiving tenders and without the authorization of the council, it may award alone any contract not amounting to more than the amount placed at its disposal for such purpose.
- (14) Except in case of urgency, the committee must call for tenders in all cases where the expenditure to be incurred exceeds five thousand dollars, unless dispensed therefrom by council following a recommendation of the manager and a report of the executive committee; except in such case of dispensation, the committee shall not award the contract without the authorization of the council.
- (15) In case of urgency, the committee, on a written request of the manager, may make any expenditures it deems necessary; the committee shall then make a report stating the reasons therefor to the council at the first meeting thereafter.
- (16) All contracts must be signed in the name of the city by the chairman of the committee and by the clerk. The chairman of the committee may, however, in writing, generally or specially, authorize another member of the committee to sign the contracts in his place.
- (17) The committee may, without the consent of the council, cause to be carried out by day labour work the cost of which does not exceed ten thousand dollars; however, the council may authorize the committee to cause to be carried out by day labour specified work of any nature the cost of which exceeds ten thousand dollars.
- (18) The committee shall see that the law, and the by-laws, resolutions and contracts of the city are faithfully observed.
- (19) The committee shall see to the preparation of plans and specifications and to the calling for tenders.
- (20) The committee shall authorize the payment of all sums due by the city, observing the formalities, restrictions and conditions prescribed by this act.
- (21) Every communication between the council and the departments shall be through the committee; in its relations

Awarding contracts.

Calling for tenders.

Urgent expenditures.

Signing contracts.

Day labour.

Observance of law, etc.

Plans and specifications.

Payment of sums due.

Internal communications.

conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services.

Communi-  
cations  
internes,

22. Toute communication entre le comité et les services se fait par l'entremise du gérant; cependant, le comité a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir les renseignements qu'il désire.

Nomina-  
tion, des-  
titution,  
etc., du  
greffier,  
trésorier,  
chefs.

23. Le greffier, le trésorier et les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant et ses adjoints, sont nommés par le conseil sur rapport du comité. Ce rapport peut être amendé ou rejeté à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de cinq de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

Délai  
d'appel.

Ces officiers peuvent, dans les huit jours du délai de reconsidération de la décision, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Autres  
nomina-  
tions.

Le conseil nomme aussi, sur rapport du comité, les autres officiers ou employés permanents.

Employés  
temporai-  
res, etc.  
Fonction  
des chefs  
de service.

Les employés temporaires ou surnuméraires sont nommés par le comité.

24. Les chefs de service, sauf prescription contraire de la présente loi, répondent de l'administration de leurs services respectifs en premier lieu au gérant et en dernier ressort au comité. À la demande du comité, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis écrit sur toute question touchant leurs services.

Vote pré-  
pondérant.

« 51c. Aux assemblées du conseil, le président a voix prépondérante lorsque les votes sont également divisés.

Absence  
du pré-  
sident.

« 51d. Si le président est absent d'une séance du conseil, celui-ci choisit un de ses membres pour présider; le greffier préside jusqu'à ce qu'un président soit choisi.

Dépenses  
limitées  
par le  
budget.

« 51e. Le comité exécutif ne peut pas dépenser au-delà du montant total du budget annuel adopté par le conseil, sauf s'il est modifié par ce dernier; mais il peut, en

with the committee, the council shall always act by resolution. The members of the council shall only address the manager for any information respecting the departments.

(22) Every communication between the committee and the departments shall be through the manager; however, the committee may, at any time, call before it any head of a department to obtain the information it desires.

Internal  
communi-  
cations.

(23) The clerk, the treasurer and the heads of departments and their assistants, except the manager and his assistants, shall be appointed by the council on report of the committee. Such report may be altered or rejected by the majority of all the members of the council. On report of the executive committee, the council may, by the vote of five of its members, suspend such officers, reduce their salary or dismiss them.

Appoint-  
ment,  
dismissal,  
etc., of  
clerk,  
treasurer,  
heads.

Such officers may, within the eight days of the delay for reconsideration of the decision, appeal from such decision to the Québec Municipal Commission, which shall decide finally after investigation.

Delay of  
appeal.

The council shall also appoint, upon report of the committee, the other officers or permanent employees.

Other  
appoint-  
ments.

Temporary or supernumerary employees shall be appointed by the committee.

Tempora-  
ry, etc.,  
employees.

(24) The heads of departments, unless otherwise prescribed in this act, shall answer for the administration of their respective departments, first to the manager and finally to the committee. At the request of the committee, they must send it written reports and their opinion in writing on any question concerning their departments.

Duties of  
depart-  
ment  
heads.

« 51c. At the meetings of the council, the chairman shall have a casting vote when voting is evenly divided.

Casting  
vote.

« 51d. If the chairman is absent from a sitting of the council, it shall select one of its members to preside; the clerk shall preside until a chairman is selected.

Absence  
of chair-  
man.

« 51e. The executive committee shall not spend more than the total amount of the annual budget adopted by council, unless it is altered by the latter; but it

Spending  
within  
budget.

tout temps, modifier l'emploi des sommes allouées à l'intérieur de chaque fonction et établir une politique à cet effet.

Certificat de fonds disponibles.

« **51f.** Nulle résolution du comité exécutif autorisant la dépense de quelques sommes d'argent ne peut être adoptée ou n'a d'effet tant qu'un certificat du trésorier n'a pas été produit établissant qu'il y a des fonds disponibles et à la disposition de la ville pour l'activité et les fins pour lesquelles cette dépense est proposée, conformément aux dispositions de la présente loi.

Nullité des contrats non approuvés.

Aucun contrat ni arrangement quelconque ne lie la ville à moins qu'il n'ait été approuvé par le comité exécutif et par le conseil ou par l'un ou l'autre, selon leur juridiction respective.

Conditions de validité des réclamations.

La ville n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux fournis, marchandises ou effets vendus de quelque sorte que ce soit, ni d'honoraires pour services professionnels, salaires, gages ou autre rémunération, sans l'autorisation spéciale du comité exécutif, ni à moins, dans chaque cas, qu'un certificat du trésorier ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles et affectés aux fins spéciales pour lesquelles le paiement est demandé; et aucun droit d'action n'existe contre la ville, à moins que les formalités ci-dessus n'aient été strictement observées, bien que la ville puisse avoir bénéficié de tel contrat, arrangement, travaux faits, matériaux fournis et autres services rendus. »

S.R., c. 193, a. 54a mod. pour la ville.

**8.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par le remplacement de l'article 54a par le suivant :

Maire suppléant.

« **54a.** À sa première séance suivant l'élection générale, le conseil élit un conseiller comme maire suppléant pour les six mois suivants ou jusqu'à son remplacement; en cette qualité, ce conseiller a la responsabilité, les prérogatives et l'autorité d'un maire, sauf en ce qui concerne le comité exécutif, lorsque le maire est absent de la ville ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

Idem.

Lorsque, pour un motif quelconque, l'élection du maire suppléant n'a pas été faite lors de la première séance suivant

may at any time change the use of the sums apportioned within each department and establish a policy for that purpose.

« **51f.** No resolution of the executive committee to authorize the spending of any sum of money may be adopted or shall be effective as long as a certificate of the treasurer has not been given to state that there are unallotted funds at the disposal of the city for the activity and purposes for which the expenditure is intended, in conformity with this act.

Certificate of funds.

No contract or agreement shall be binding on the city unless it has been approved by the executive committee and the council or by one or the other according to their respective jurisdictions.

Unapproved contract not binding.

The city shall not be bound to pay the price or value of work performed, material supplied, or merchandise or goods sold, or fees for professional services, salaries, wages or any other remuneration, without a special authorization of the executive committee and unless, in each case, a certificate of the treasurer is given to certify that there are funds available and appropriated for the special purposes for which payment is demanded; and no legal recourse shall lie against the city, unless the above formalities have been strictly complied with, although the city might have benefited by such contract, agreement, work performed, material supplied or any other service rendered."

Conditions for binding claim for payment.

**8.** The said act is amended for the city by replacing section 54a by the following :

S.R., c. 193, s. 54a, am. for city.

« **54a.** At its first sitting following the general election, the council shall elect a councillor as deputy mayor for the six ensuing months or until he is replaced; in that capacity, such councillor shall have the responsibilities, prerogatives and authority of the mayor, except in regard to the executive committee, when the mayor is absent from the city or is unable to perform his duties of office.

Deputy mayor.

If, for any reason, the deputy mayor is not elected at the first sitting following the general election, he may be elected at

Idem.

l'élection générale, elle peut l'être à une séance subséquente. »

S.R., c.  
193, aa.  
64b, 64c,  
aj. pour  
la ville.

**9.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 64a, des suivants:

Pension  
aux  
anciens  
conseillers.

« **64b.** Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant au moins sept années au 1<sup>er</sup> novembre 1973 et qui aura cessé de remplir cette fonction à cette date, une pension annuelle de \$1,500 payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Contribu-  
tion au  
fonds de  
retraite.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution égale à 5% de leur rémunération annuelle avec rétroactivité de cinq ans ou à compter de leur entrée en fonction pour ceux qui occupent leur charge depuis moins de cinq ans.

Augmen-  
tation de  
pension.

Cette pension est augmentée d'une somme de \$500 pour chaque année ou chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de maire et d'une somme de \$200 pour chaque année ou chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de conseiller; cependant, la pension est limitée en toute circonstance à \$5,000.

Incessibi-  
lité, etc.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Interrup-  
tion de  
paiement.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la ville.

Partie  
d'année.

En calculant une telle période de sept années, une partie d'année est comptée comme une année entière.

Rémunéra-  
tions sup-  
plémentaires.

« **64c.** En plus des sommes prévues à la présente loi, le président du comité exécutif reçoit une rémunération annuelle de huit mille dollars et les autres membres du comité exécutif reçoivent une rémunération annuelle de cinq mille dollars.

a subsequent meeting.”

**9.** The said act is amended, for the city, by adding after section 64a the following sections:

R.S., c.  
193, ss.  
64b, 64c,  
added for  
city.

“**64b.** The council, by by-law, may grant to every person who has held office as a member of the council for seven years or more, and who has ceased to hold such office by 1 November 1973, an annual pension of \$1,500 payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month. The repeal of such a by-law cannot be set up against persons respecting whom it applies or has already applied.

Pension to  
former  
council  
members.

In order to benefit from such pension payments, the members of the council must pay into the general administration fund a contribution equal to 5% of their annual remuneration for each of the last five years, or for the period since taking office in the case of those who have held office for less than five years.

Contribu-  
tion to  
fund.

Such pension shall be increased by \$500 for each year or part of a year during which such person has held the office of mayor and by \$200 for each year or part of a year during which such person has held the office of councillor, but it shall in no case exceed \$5,000.

Increase  
of pension.

Such pension shall be unassignable and unseizable.

Unassign-  
ability,  
etc.

The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or situation involving remuneration paid by the city.

Suspension.

In computing any such period of seven years, a part of a year shall be counted as a full year.

Part of  
year.

“**64c.** In addition to the sums provided for in this act, the chairman of the executive committee shall receive an annual salary of eight thousand dollars and every other member of the executive committee shall receive an annual salary of five thousand dollars.

Additional  
salary,  
executive  
committee.

**Paiement.** Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement de ces sommes dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à la charge de membre du comité exécutif. »

**Payment.** The council shall determine by resolution the terms and conditions of payment of such sums, one-third of which shall be paid as compensation for part of the expenses attaching to the office of member of the executive committee."

**S.R., c. 193, a. 96a, aj. pour la ville.** **10.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 96, du suivant :

**R.S., c. 193, s. 96a, added for city.** **10.** The said act is amended for the city by adding after section 96, the following section:

**Signature des chèques, etc.** « **96a.** Les chèques, documents bancaires et autres effets négociables sont signés par le maire ou par un ou des conseillers nommés par résolution du conseil et par le trésorier ou l'assistant-trésorier. La signature du maire et du trésorier peut être remplacée par un fac-similé imprimé, gravé ou autrement reproduit et toute telle signature imprimée, gravée ou autrement reproduite est censée à toutes fins être la signature du maire et du trésorier. »

**Signing cheques, etc.** « **96a.** Cheques, bank documents and other negotiable instruments shall be signed by the mayor or by one or more councillors appointed by resolution of the council, and by the treasurer or the assistant-treasurer. The signature of the mayor and the treasurer may be replaced by a facsimile printed, engraved or otherwise reproduced and every such signature printed, engraved or otherwise reproduced is deemed for all purposes to be the signature of the mayor and the treasurer."

**S.R., c. 193, aa. 108, 109, remp. pour la ville.** **11.** Les articles 108 et 109 de ladite loi sont remplacés, pour la ville, par les suivants :

**R.S., c. 193, ss. 108, 109, replaced for city.** **11.** Sections 108 and 109 of the said act are replaced for the city by the following:

**Gérant.** « **108.** Le conseil nomme le gérant et détermine son traitement, ainsi que les conditions et les modalités de son engagement par le vote favorable de cinq conseillers présents.

**Manager.** « **108.** The council shall appoint the manager and determine his salary, and the terms and conditions of his hiring, by a vote in favour by five councillors present.

**Restrictions relatives à la nomination.** Il est interdit à un ancien membre du conseil d'exercer la fonction de gérant, si ce n'est après l'expiration de deux années qui suivent la fin de son mandat.

**Restricted appointment.** It is prohibited for a former member of the council to hold the office of manager, before the lapse of two years following the end of his mandate.

**Domicile.** Le gérant doit avoir son domicile dans la ville, lors de sa nomination, ou l'y établir dans les six mois de cette nomination. Il doit consacrer tout son temps à l'exercice de sa fonction et il lui est interdit de louer ses services ou de travailler pour qui que ce soit d'autre que la ville.

**Domicile.** The manager must have his domicile in the city, at the time of his appointment, or establish it there within six months of his appointment. He must devote all his time to his duties of office and it is prohibited for him to lease his services or to work for anyone except the city.

**Suspension, etc.** Seul le conseil a le droit de suspendre le gérant, de diminuer son traitement ou de le destituer par un vote de cinq de ses membres. Le gérant peut, dans les huit jours, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

**Suspension, etc.** The council alone has the right to suspend the manager, reduce his salary or dismiss him by the vote of five of its members. The manager may, within eight days, appeal from such decision to the Québec Municipal Commission, which decides finally after investigation.

**Gérant adjoint.** Sur la recommandation du gérant, le conseil peut lui nommer un ou des adjoints. Dans les cas d'absence ou d'incapacité du

**Assistant manager.** Upon the recommendation of the manager, the council may appoint an assistant or assistants to him. When the manager is

gérant, l'adjoint désigné par résolution du conseil a les mêmes attributions et les mêmes devoirs. Les dispositions du présent article s'appliquent également à tout adjoint.

Attributions et devoirs du gérant.

« **109.** Le gérant a les attributions et les devoirs qui suivent :

a) administrer les affaires de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les chefs de services, à l'exception du greffier et du vérificateur;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services et surveiller le travail des services;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la ville et l'accompagner de ses recommandations;

e) assister aux réunions du comité exécutif et prendre part aux délibérations, sans cependant avoir le droit de vote;

f) verser ses propres conclusions, s'il le juge à propos, au dossier de toute affaire soumise au comité exécutif ou au conseil;

g) assister aux réunions du conseil et lui donner toutes les informations et les avis que le conseil lui demande;

h) faire rapport au conseil de toute question qu'il croit devoir porter à la connaissance du conseil;

i) avoir accès à tous les dossiers de la ville;

j) obliger tout fonctionnaire ou employé de la ville à lui fournir toutes les informations et tous les documents qu'il lui aura demandés;

k) donner aux conseillers toutes les informations qu'ils lui demandent;

l) assurer la réalisation des plans et des programmes de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

m) faire préparer des plans et des programmes en vue de la réparation et de l'entretien des bâtisses et des installations de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

n) faire préparer des plans et des programmes en vue d'améliorer le fonctionnement et le rendement des services de la

absent or unable to act, the assistant designated by resolution of the council has the same powers and duties. The other provisions of this section also apply to any assistant.

« **109.** The manager has the following powers and duties:

Powers and duties of manager.

(a) to administer the affairs of the city under the authority of the executive committee;

(b) to exercise, as mandatar of the executive committee, authority over heads of departments, with the exception of the clerk and the auditor;

(c) to ensure liaison between the executive committee and the heads of departments and supervise the work of the departments;

(d) to transmit to the executive committee the correspondence addressed to it by the departments of the city and accompany it with his recommendations;

(e) to attend the meetings of the executive committee and to take part in the proceedings, but without the right to vote;

(f) to enter his own conclusions, if he deems it expedient, in the record of any affair submitted to the executive committee or to the council;

(g) to attend the meetings of the council and give it all the information and opinions which the council requests;

(h) to report to the council on any question which he thinks must be brought to the attention of the council;

(i) to have access to all the records of the city;

(j) to require any functionary or employee of the city to furnish to him all the information and all the documents which he has requested;

(k) to give to the councillors all the information which they ask of him;

(l) to ensure the implementation of the plans and programmes of the city under the authority of the executive committee;

(m) to cause plans and programmes to be prepared for the repair and maintenance of the buildings and equipment of the city, under the authority of the executive committee;

(n) to cause plans and programmes to be prepared for the improvement of the output and efficiency of the departments

ville et d'en assurer le développement normal;

*o*) obtenir, étudier et présenter au comité exécutif, et même au conseil, s'il le juge à propos, les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du conseil et proposer au comité exécutif ou au conseil de prendre, dans le cadre de leur juridiction respective, toute décision qu'il juge de l'intérêt de la ville;

*p*) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif et, s'il le juge à propos, faire au comité exécutif ou même au conseil toute recommandation qu'il juge nécessaire;

*q*) assurer l'efficacité des services de la ville;

*r*) surveiller les dépenses en collaboration avec le trésorier et s'assurer que l'argent de la ville est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

*s*) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer;

*t*) ouvrir en présence d'au moins un membre du comité exécutif et des soumissionnaires, le cas échéant, les soumissions reçues pour les travaux et recommander l'acceptation de celle qu'il estime la meilleure. »

S.R., c. 193, a. 135, mod. pour la ville.

**12.** L'article 135 de ladite loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Délai de préparation.

« **135.** Le président d'élection dresse une liste des électeurs pour chacun des quartiers de la municipalité entre le 1<sup>er</sup> juin et le 15 septembre suivant. »

S.R., c. 193, a. 138, mod. pour la ville.

**13.** L'article 138 de ladite loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Attestation relative à la liste.

« **138.** Le président d'élection doit attester sous serment que la liste des électeurs de chacun des quartiers est exacte au meilleur de sa connaissance et déposer chacune d'elles au bureau de la municipa-

of the city and to ensure the normal development thereof;

*(o)* to obtain, study and present to the executive committee, and even to the council if he deems it expedient, the projects prepared by the heads of departments, on matters which require the approval of the executive committee or of the council, and propose that the executive committee or the council take, within the scope of their respective jurisdictions, any decision which he considers in the interest of the city;

*(p)* to coordinate the budgetary estimates of the various departments and present them to the executive committee and, if he deems it expedient, make to the executive committee or even to the council any recommendation which he considers necessary;

*(q)* to ensure the efficiency of the departments of the city;

*(r)* to supervise expenses in cooperation with the treasurer and assure himself that the money of the city is employed in accordance with the appropriations specified in the budget, the by-laws and the resolutions;

*(s)* to present without delay to the executive committee the list of accounts payable;

*(t)* to open in the presence of the members of the executive committee and of the tenderers the tenders received for work and recommend acceptance of the tender he considers the best."

**12.** Section 135 of the said act is amended for the city by replacing the first paragraph by the following:

R.S., c. 193, s. 135, am. for city.

"**135.** The returning-officer shall prepare a list of the electors for each of the wards of the municipality between 1 June and the next 15 September."

Time of preparation.

**13.** Section 138 of the said act is amended for the city by replacing the first paragraph by the following:

R.S., c. 193, s. 138, am. for city.

"**138.** The returning-officer shall attest under oath that the list of electors of each of the wards is correct to the best of his knowledge and deposit each of them at the office of the municipality on 15 Sep-

Attestation of list.

lité le 15 septembre qui suit la date de la publication de l'avis de l'élection. »

S.R., c.  
193, a.  
139, mod.  
pour la  
ville.  
Affichage  
de la  
liste.

**14.** L'article 139 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Dans les deux jours qui suivent le dépôt des listes électorales, le président d'élection doit afficher un exemplaire de la liste de chaque section de vote dans un endroit public, central et facile d'accès de la section. »

S.R., c.  
193, a.  
181, remp.  
pour la  
ville.

**15.** L'article 181 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Date de  
mise en  
candida-  
ture.

« **181.** La mise en candidature pour une élection visée à l'article 173 a lieu de midi à deux heures de l'après-midi, l'avant-dernier dimanche d'octobre. »

S.R., c.  
193, a.  
196, mod.  
pour la  
ville.

**16.** L'article 196 de ladite loi est modifié, pour la ville :

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Avis de  
scrutin.

« **196.** Lorsqu'un scrutin est nécessaire, le président d'élection doit donner un avis public suivant la formule 12; cet avis doit être affiché au bureau de la municipalité le jour même de la mise en candidature et inséré dans un journal circulant dans la municipalité, dans les cinq jours suivants. »;

b) par le remplacement du paragraphe 2° du deuxième alinéa par le suivant :

« 2° Au plus tard la veille du scrutin, remettre à chaque scrutateur, une boîte et un registre de scrutin, un extrait de la liste des électeurs pour le bureau de votation où il doit agir, un nombre suffisant de bulletins de vote, les formules de serment requises, des enveloppes, du ruban gommé et des crayons de mine de plomb noire pour marquer les bulletins de vote; ces crayons doivent être semblables pour tous les bureaux de votation. »

S.R., c.  
193, a.  
385, mod.  
pour la  
ville.  
Délivrance  
de permis  
suspendus.

**17.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par le remplacement du deuxième alinéa de l'article 385 par le suivant :

« Le comité exécutif a le droit de suspendre la délivrance de tout permis non conforme à un projet d'amendement à des

tember following the date of publication of the notice of election. »

**14.** Section 139 of the said act is amended for the city by adding at the end the following paragraph:

“Within two days following the deposit of the electoral lists, the returning-officer must post up a copy of the list of each polling-subdivision in a public place, central and easy of access, in the subdivision.”

R.S., c.  
193, s.  
139, am.  
for city.  
Posting  
up of list.

**15.** Section 181 of the said act is replaced for the city by the following:

“**181.** The nomination of candidates for an election contemplated in section 173 shall be held from noon to two o'clock in the afternoon on the second last Sunday of October.”

R.S., c.  
193, s. 181,  
replaced  
for city.

**16.** Section 196 of the said act is amended for the city:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

“**196.** When a poll is necessary, the returning-officer shall give a public notice in form 12; such notice must be posted up in the office of the municipality on nomination-day and inserted in a newspaper circulating in the municipality, within the five days following.”;

Date of  
nomina-  
tion.

R.S., c.  
193, s.  
196, am.  
for city.

Notice of  
poll.

(b) by replacing subparagraph 2 of the second paragraph by the following:

“(2) Not later than the eve of the poll, he must remit to each deputy returning-officer a ballot-box and a poll book, an extract from the electoral list for the polling-station where he is to act, a sufficient number of ballot-papers, the required forms of oath, envelopes, gummed tape and black lead pencils to mark ballot-papers; such pencils shall be similar for all polling-stations.”

**17.** The said act is amended for the city by replacing the second paragraph of section 385 by the following:

“The executive committee may suspend the issue of any permit not in accordance with a draft amendment to a zoning or

R.S., c.  
193, s.  
385, am.  
for city.

Issue of  
permit  
suspended.

règlements ou à un projet de règlement de zonage ou de construction, même si l'avis de motion n'a pas été déposé au conseil et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif suspendant la délivrance du permis et la date de la décision du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder cent vingt jours. »

S.R., c.  
193, a.  
429, mod.  
pour la  
ville.

Cession  
pour parcs  
ou terrains  
de jeux;

**18.** L'article 429 de ladite loi est modifié, pour la ville:

a) par le remplacement du septième alinéa du paragraphe 8° par le suivant:

« Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire paie toute taxe impayée tant municipale que scolaire, générale ou spéciale, sur le terrain et les immeubles, le cas échéant, compris dans le plan, et que le propriétaire cède à la corporation municipale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur réelle du terrain compris dans le plan, nonobstant l'application de l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50). Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation municipale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux. La municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, conformément au sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 de l'article 26, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent alinéa s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ledit fonds spécial; » ;

b) par l'addition, après le paragraphe 16°a, du suivant:

« 16°b. Pour construire, administrer et entretenir un système de conduits souter-

Conduits  
souterrains.

building by-law or a draft zoning or building by-law even if the notice of motion has not been tabled before the council, for the period comprised between the date of the resolution of the executive committee suspending the issue of the permit and the date of the decision of the council on such new by-law; such period must never exceed one hundred and twenty days."

**18.** Section 429 of the said act is amended for the city:

(a) by replacing the seventh paragraph of paragraph 8 by the following:

"To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether it provides for streets or not, that the owner pay all the unpaid municipal or school, general or special taxes on the land and immovables, if such is the case, included in the plan, and that he convey to the municipal corporation, for park or playground purposes, an area of land not exceeding ten per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the council, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or to exact from the owner, instead of such area of land, the payment of a sum not exceeding ten per cent of the real value of the land comprised in the plan, notwithstanding the application of section 21 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50). The proceeds of such payment must be paid into a special fund which shall be used only for the purchase of lands intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds, and the lands conveyed to the municipal corporation under this paragraph can only be used for parks or playgrounds. The municipality, however, may dispose, by onerous title, in accordance with paragraph 2 of subsection 1 of section 26, of the lands which it has acquired under this paragraph if they are no longer required for the establishment of parks or playgrounds, and the proceeds shall be paid into the said special fund;" ;

(b) by adding after paragraph 16a the following:

"(16b) To construct, administer and maintain a system of underground conduits

R.S., c.  
193, s.  
429, am.  
for city.

Convey-  
ance for  
parks or  
play-  
grounds;

Under-  
ground  
conduits.

rains où doivent être placés tous les fils de télégraphe, de téléphone, de télévision et d'éclairage électrique; les fils de distribution de force motrice; les câbles et lignes de transmission appartenant à toute personne détenant ou exerçant un droit ou un privilège à la surface, au-dessus ou au-dessous des ruelles privées et des rues, voies, places et ruelles publiques, ces conduits devant être d'une dimension et d'une capacité suffisantes pour répondre amplement aux besoins actuels et, dans la mesure du raisonnable, aux exigences futures; régler généralement l'usage de ce système de conduits.

**Approba-  
tion par  
la Régie  
des servi-  
ces publics.** Les règlements déterminant l'usage, l'administration et l'entretien des conduits souterrains entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics.

**Renseigne-  
ments re-  
quis des  
utilisa-  
teurs  
éventuels.** À mesure que la ville décide de construire des conduits souterrains dans une partie quelconque de son territoire, tout propriétaire de câbles ou de lignes de transmission visé par le premier alinéa doit, sur avis à cet effet, lui fournir les renseignements qu'elle lui demande et déclarer quelle portion de ces conduits il désire réserver.

**Amende.** La ville est autorisée à imposer une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour de retard à fournir ces renseignements et à faire cette déclaration, à compter du soixantième jour de la réception de cet avis.

**Appel.** Il y a appel à la Régie des services publics, à l'instance de la ville ou d'une partie intéressée, de tout règlement, de toute décision et de tout acte quelconque de la ville, dans toute affaire se rapportant à cette entreprise de canalisation.

**Délai  
d'appel.** Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de la signification à la partie intéressée ou de la publication, dans un journal français et dans un journal anglais de la ville, d'un avis annonçant le fait appellable.

**Inscrip-  
tion en  
appel.** L'appel est formé aux moyens d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Régie des services publics; avis doit être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

**Enlève-  
ment des  
poteaux,  
etc.** Le conseil peut contraindre toute personne possédant, employant ou entrete-

in which shall be placed all telegraph, telephone, television and electric light wires, motive power supply wires, cables and transmission lines owned by any person having or exercising any right or privilege on, under or above private lanes and public streets, highways, squares and lanes, such conduits to be of sufficient size and capacity to meet present requirements amply and to provide to a reasonable extent for future needs, and generally regulate the use of such system of conduits.

The by-laws determining the use, ad-  
ministration and maintenance of such  
underground conduits shall come into  
force and have effect upon their approval,  
with or without amendment, by the Pub-  
lic Service Board.

Approval  
by  
Public  
Service  
Board.

As the city decides to construct under-  
ground conduits in any part of its territory,  
any owner of cables or transmission lines  
contemplated in the first paragraph must,  
upon a notice to that effect, supply the  
city with the information which it requires  
of him and declare what part of such  
conduits he wishes to reserve.

Informa-  
tion by  
prospective  
users.

The city is authorized to impose a fine of  
twenty-five dollars for each day's delay in  
supplying such information and making  
such declaration, from the sixtieth day  
after receipt of such notice.

Fine.

An appeal shall lie to the Public Serv-  
ice Board, at the request of the city or  
of another interested party, from any by-  
law, decision or act of the city in any  
matter connected with such conduit under-  
taking.

Appeal.

Such appeal must be lodged, under pain  
of nullity, within thirty days after service  
on the interested party, or publication in  
a French newspaper and in an English  
newspaper of the city, of a notice adver-  
tising the matter appealed from.

Delay for  
appeal.

The appeal shall be filed by an inscrip-  
tion deposited with the secretary of the  
Public Service Board; notice thereof must  
be served on the interested party or his  
attorney.

Inscrip-  
tion in  
appeal.

The council may compel any person  
owning, using or maintaining poles, aerial

Removal  
ordered by  
council.

nant des poteaux, des fils ou câbles aériens, ou des lignes de transmission, à les faire disparaître et à installer dans les conduits souterrains des fils conducteurs convenables, de la manière qu'il spécifie.

Ordre de la Régie des services publics.

Lorsqu'une personne possédant des câbles ou fils aériens dans une rue, ruelle ou place publique refuse de les faire disparaître et d'installer dans les conduits souterrains de la ville des fils conducteurs convenables, la Régie des services publics peut l'y contraindre, sur appel de la ville.

Tarif.

La ville est autorisée, par règlement approuvé par la Régie des services publics, à imposer et à percevoir un tarif de toute personne utilisant ses conduits souterrains; »;

c) par l'addition, après le paragraphe 20<sup>a</sup>, du suivant :

Enlèvement de la neige.

« 20<sup>b</sup>. Pour établir le genre de service que la ville juge approprié et ce, dans chaque cas quant à l'enlèvement de la neige sur les voies publiques.

Répartition du coût.

La répartition de ce service s'établit entre les propriétaires de toutes rues, groupes de rues ou parties de rues, et cette répartition peut se faire soit sur l'évaluation municipale des terrains ou bâtisses, selon la superficie totale d'un terrain ou cette superficie de terrain libre de bâtisse ou sur la distance en bordure des rues; une combinaison de ces procédés de taxation peut également s'appliquer.

Taux de taxation.

La ville peut établir à l'avance le taux de taxation applicable à ce service pour l'inclure avec le compte de taxes annuelles ou facturer le propriétaire concerné selon le coût réel de ce service en incluant les frais d'administration et financiers; cette créance de la ville est privilégiée aux mêmes titres et conditions que les taxes municipales; ».

S.R., c. 193, s. 442, mod. pour la ville.  
Taxe et compteurs d'eau;

**19.** Le paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article 442 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant :

« 4<sup>o</sup> Pour fixer la taxe de l'eau, en sus de la taxe spéciale mentionnée dans l'article 439 et de celle mentionnée dans l'article 441; pour louer, vendre ou autrement fournir des compteurs qui sont placés dans les bâtiments ou établissements, afin de mesurer la quantité d'eau qui y est consommée; de vérifier le fonctionnement de

cables or wires, or transmission lines, to remove them and to instal appropriate wires in the underground conduits, in the manner it specifies.

When a person owning aerial cables or wires in a street, lane or public place refuses to remove them and to instal appropriate wires in the underground conduits of the city, the Public Service Board may compel him to do so, on an appeal by the city.

Order by Public Service Board.

The city is authorized by by-law approved by the Public Service Board to impose and collect a tariff from any person using such underground conduits;”;

Tariff.

(c) by adding after paragraph 20<sup>a</sup> the following:

“(20<sup>b</sup>) To establish the kind of service the city deems proper in each case as regards snow removal on public thoroughfares.

Snow removal.

The cost of such service may be apportioned among the property-owners on any street, group of streets or parts of streets, and such apportionment may be made according to the municipal valuation of lots or buildings, the total area of the land, the area of land free of buildings or the length of the frontage; any combination of such taxation methods may also be applied.

Apportionment of cost.

The city may establish in advance the rate of the tax that may be applied to that service and include the tax in the annual tax account or bill the owner concerned at the real cost of the service, including management and financing costs; this claim of the city is a privileged claim to the same extent and on the same conditions as the municipal taxes;”.

Tax rate.

**19.** Paragraph 4 of section 442 of the said act is replaced for the city by the following:

R.S., c. 193, s. 442, am. for city.

“(4) To establish the rate for water, in addition to the special taxes mentioned in sections 439 and 441; to lease, sell or otherwise supply meters for buildings or establishments, for measuring the quantity of water used therein; to ascertain the working-order of such meters, seal the mechanisms thereof and determine their

Water rate and meters;

ces compteurs, d'en sceller le mécanisme et d'en déterminer la marque et le modèle; et de fixer le prix de l'eau, de la location et de la vente de ces compteurs; ».

S.R., c.  
193, a.  
469, mod.  
pour la  
ville.  
Dépotoirs  
prohibés.

**20.** L'article 469 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 22°, du suivant :

« 22°a. Pour prohiber les dépotoirs dans la ville.

« Dépotoir ».

Aux fins du présent paragraphe, le mot « dépotoir » désigne tout endroit où des objets de rebut sont déposés ou accumulés; ce mot comprend notamment un cimetière d'automobiles.

Pénalité.

Toute infraction à un tel règlement rend le contrevenant passible, en sus des frais, d'une amende de vingt à quarante dollars au cas d'une première infraction et de quarante à cent dollars au cas de toute infraction subséquente dans les douze mois.

Personnes  
passibles  
d'amendes

Lorsqu'une infraction à un tel règlement est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines qui y sont prévues :

a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;

b) les propriétaires des véhicules qui y sont déposés.

Ordre  
d'enlever  
les rebuts.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les objets de rebut ou véhicules dans le dépotoir qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés, dans un délai de huit jours à compter de la sentence, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant du lot, ou par les propriétaires des véhicules et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les objets de rebut ou véhicules soient enlevés par la ville aux frais de cette ou de ces personnes.

Charge  
contre la  
propriété.

Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever les objets de rebut ou les véhicules constituent contre la propriété où étaient situés les objets de rebut ou les véhicules, une charge assimilée à la taxe foncière et sont recouvrables de la même manière; ».

S.R., c.  
193, a.  
472, mod.  
pour la  
ville.

**21.** L'article 472 de ladite loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

brand and model; and to fix the amount to be paid for the water, and for the rent or sale of the meters;”.

**20.** Section 469 of the said act is amended for the city by adding after paragraph 22 the following:

“(22a) To prohibit dumps in the city.

R.S., c.  
193, s.  
469, am.  
for city.  
Prohibition  
of  
dumps.

For the purposes of this paragraph, the word “dump” means any place where scrapped objects are deposited or accumulated; this word particularly includes car dumps.

Every infringement of such a by-law shall render the offender liable, in addition to costs, to a fine of twenty to forty dollars for a first offence and of forty to one hundred dollars for every subsequent offence within twelve months.

Where an infringement of such a by-law is committed, the following persons shall be liable to the penalties provided therein:

Persons  
liable.

(a) the owner, lessee or occupant of the land;

(b) the owners of the vehicles deposited there.

The court pronouncing sentence may, in addition to the fines and costs, order the removal of the scrapped objects or vehicles in the dump which were the subject of the infringement, within a delay of eight days from the judgment rendered, by the owner, lessee or occupant of the lot, or by the owners of the vehicles, and on failure by such person or persons to comply within such delay, the removal of the scrapped objects or vehicles by the city at the cost of such person or persons.

Order to  
remove  
scrap.

All costs incurred by the city in removing or causing the removal of the scrapped objects or vehicles constitute against the property on which the scrapped objects or vehicles were situated, a charge of the same rank as the real estate tax and are recoverable in the same manner;”.

Charge  
against  
property.

**21.** Section 472 of the said act is amended for the city by replacing paragraph 2 by the following:

R.S., c.  
193, s. 472,  
replaced  
for city.

Objets de  
rebut.

« 2° Pour décréter que le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'un terrain, d'y laisser un ou des véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, non immatriculés pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement, de laisser pousser sur ce lot ou ce terrain, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des déchets, des débris, des papiers, des bouteilles vides et des substances nauséabondes, constitue une nuisance.

Amendes,  
etc.

Pour imposer des amendes au propriétaire, au locataire et à l'occupant qui laissent exister de telles nuisances sur de tels lots ou terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances.

Ordre de  
la cour  
d'enlever  
les rebuts

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les nuisances qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevées, dans un délai de huit jours à compter du jugement, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les nuisances soient enlevées par la ville aux frais de cette ou de ces personnes.

Charge  
contre la  
propriété.

Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever les nuisances ou pour mettre à exécution toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances constituent contre la propriété où étaient situées les nuisances une charge assimilée à la taxe foncière et sont recouvrables de la même manière.

« Véhicule  
automobile ».

Pour les fins du présent paragraphe, « véhicule automobile » désigne tout véhicule au sens du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231); ».

S.R., c.  
193, a.  
593a, aj.  
pour la  
ville.

**22.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 593, du suivant :

Emprunts  
à long  
terme pour  
financer  
les tra-  
vaux.

« **593a.** Dans le but de payer le coût des travaux que le gouvernement provincial peut exécuter dans le territoire de la ville, de temps à autre, la ville est autorisée à contracter des emprunts à long terme sans autres formalités que l'adoption par le conseil d'un règlement d'emprunt et l'approbation de ce règlement par le ministre

“(2) To decree that for the owner, lessee or occupant of a vacant or partly built lot or land to leave upon such lot or land one or more motor vehicles built more than seven years previously, having no markers for the current year and in such a condition that they cannot be driven, to allow branches, brush or weeds to grow on such lot or land or to leave scrap iron, rubbish, refuse, paper, empty bottles or noxious substances thereon constitutes a nuisance.

To impose fines on the owner, lessee and occupant who permit such nuisances on such lots or land, or to take or impose any measure intended to eliminate or prevent such nuisances.

The court pronouncing sentence may, in addition to the fines and costs, order the removal of the nuisances which were the subject of the infringement within a delay of eight days from the judgment rendered, by the owner, lessee or occupant, and on failure by such person or persons to comply within such delay, the removal of the nuisances by the city at the expense of such person or persons.

All costs incurred by the city in removing or causing the removal of the nuisances or in carrying out any measure intended to eliminate or prevent such nuisances constitute, against the property on which the nuisances were situated, a charge of the same rank as the real estate tax, and are recoverable in the same manner.

For the purposes of this paragraph, “motor vehicle” means any vehicle within the meaning of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231);”.

**22.** The said act is amended for the city by adding after section 593 the following:

“**593a.** With a view to paying the cost of works which the provincial government may carry out from time to time in the territory of the city, the city is authorized to contract long-term loans with no other formality than the passing of a loan by-law by the council and the approval of such by-law by the Minister of Municipal

Nuisances.

Fines,  
etc.

Court  
order to  
remove  
nuisance.

Charge  
against  
property.

“Motor  
vehicle”.

R.S., c.  
193, s.  
593a,  
added for  
city.

Long-term  
loans for  
works.

des affaires municipales et la Commission municipale du Québec. »

Affairs and the Québec Municipal Commission."

S.R., c.  
193, s.  
642a, aj.  
pour la  
ville.

**23.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 642, du suivant :

**23.** The said act is amended for the city by adding after section 642 the following:

R.S., c.  
193, s.  
642a,  
added for  
city.

Destruction  
des  
dossiers  
terminés.

« **642a.** Le conseil peut autoriser la destruction des dossiers terminés depuis plus de cinq ans relatifs aux infractions aux lois du Québec, aux règlements municipaux et à toute autre législation en vigueur sur le territoire de la ville. »

« **642a.** The council may authorize the destruction of records closed for more than five years respecting infringements of laws of the province of Québec, of the municipal by-laws or of any other legislation in force in the territory of the city. »

Destruction  
of closed  
records.

« Centre-  
ville »  
et plan  
directeur.

**24.** Pour la partie du territoire de la ville connue et désignée comme le « centre-ville » et décrite à l'annexe III, le conseil peut, par règlement approuvé par toutes les personnes inscrites comme propriétaires au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard de tout immeuble situé dans la municipalité, même hors dudit secteur « centre-ville », et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, modifier, abroger ou remplacer tout règlement décrétant l'adoption d'un plan directeur du territoire de la ville ainsi que tout règlement de zonage y relatif, le tout conformément, *mutatis mutandis*, aux articles 398a à 398o de la Loi des cités et villes et, le cas échéant, aux articles 399 à 410 de ladite loi. Cependant, le vote se prend en nombre seulement et le délai de cinq jours francs requis pour l'avis public prévu à l'article 398b de ladite loi est porté à vingt jours francs; tout autre délai est prolongé en conséquence.

**24.** For the part of the territory of the city known and designated as "down town" and described in Schedule III, the council may, by a by-law approved by all the persons entered as property-owners on the valuation roll with respect to any immovable situated in the municipality, even outside the said "down town" sector, and, in the case of physical persons who are Canadian citizens of full age, amend, repeal or replace any by-law ordering the adoption of a master plan for the territory of the city and any zoning by-law relating thereto, the whole in accordance, *mutatis mutandis*, with sections 398a to 398o of the Cities and Towns Act and, where such is the case, with sections 399 to 410 of the said act. However, the vote shall be taken in number only and the delay of five clear days required for the public notice provided for by section 398b of the said act is increased to twenty clear days; every other delay shall be extended accordingly.

"Down  
town"  
and  
master  
plan.

Modifica-  
tion, abro-  
gation.

Une fois en vigueur, le règlement adopté en vertu du présent article ne peut être abrogé ou modifié que suivant le paragraphe 1c de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Once in force, the by-law adopted under this section shall not be repealed or amended except in accordance with paragraph 1c of section 426 of the Cities and Towns Act.

Amend-  
ment,  
repeal.

Pension  
à Mme  
Morin.

**25.** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1975, la ville doit verser à Corinne Bélanger Morin, veuve de Joseph Morin, ancien officier de la ville, sa vie durant, une pension annuelle qui ne doit pas être inférieure à trois mille six cents dollars. La ville peut, à sa discrétion et par résolution du conseil, augmenter pour une année donnée le montant de la pension à être versée à la veuve de Joseph Morin s'il y a eu augmentation des prix à la consommation pour cette

**25.** From 1 January 1975, the city shall pay to Corinne Bélanger Morin, widow of Joseph Morin, former officer of the city, an annual life pension which must not be less than three thousand six hundred dollars. The city may, at its discretion and by resolution of the council, increase for a given year the amount of the pension to be paid to the widow of Joseph Morin if there has been an increase in the consumer price index for that

Pension  
to Dame  
Morin.

année-là par rapport à l'année immédiatement précédente selon la moyenne de l'indice des prix à la consommation au Canada tel que publié par Statistique Canada. L'augmentation, s'il y a lieu, doit être dans un pourcentage n'excédant pas le taux d'augmentation des prix à la consommation pour cette année-là et être calculée d'après le montant de la pension payée au cours de l'année immédiatement précédente.

Augmen-  
tation  
parallèle.

Dès qu'une augmentation a été consentie aux termes du présent article, le montant de la pension à être versée pour les années postérieures ne doit en aucun cas être inférieur au montant de la pension ainsi augmentée.

Règle-  
ment con-  
cernant  
certains  
travaux.

**26.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale ou tout règlement, le conseil peut, sans qu'il soit requis d'obtenir l'approbation des propriétaires obligés, qui sont habiles à voter, visés aux articles 593 et 599 de la Loi des cités et villes, mais avec la seule approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, décréter par règlement :

a) l'exécution de travaux permanents de réfection et de construction des rues, trottoirs, chaînes de rues, éclairage des rues, de signalisation routière, d'égout et d'aqueduc, de conduits souterrains, y compris le coût d'acquisition ou d'expropriation des terrains requis pour ces travaux;

b) des emprunts temporaires pour défrayer le coût de ces travaux et leurs frais accessoires.

Limite des  
emprunts  
tempo-  
raires.

Le montant total des emprunts temporaires contractés pour l'exécution de ces travaux ne peut en aucun temps excéder la somme de \$10,000,000.

Règle-  
ment sur  
les em-  
prunts  
à long  
terme.

Le conseil doit, avant que le montant total de ces emprunts atteigne cette somme de \$10,000,000, décréter, par règlement, un emprunt à long terme au moyen d'émission d'obligations pour rembourser en tout ou en partie les emprunts temporaires contractés en vertu du présent article ainsi que les autres passifs contractés dans l'exécution de ces travaux, sans autre formalité que l'adoption, par le conseil, d'un règlement à cet effet et l'approbation de ce règlement par le ministre des affaires

year in relation to the year immediately preceding according to the average consumer price index for Canada as published by Statistics Canada. The percentage of the increase, if such is the case, must not exceed the percentage rate of increase of the consumer price index for that year and must be computed on the basis of the amount of the pension paid during the year immediately preceding.

Once an increase has been granted under this section, the amount of the pension payable for any ensuing year shall in no case be less than the amount of the pension as so increased.

No  
decrease.

**26.** Notwithstanding any general law, special act or by-law, the council, without being required to obtain the approval of the obligated property-owners who are qualified to vote, contemplated in sections 593 and 599 of the Cities and Towns Act, but with the sole approval of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, may order by by-law :

By-law for  
certain  
permanent  
works.

(a) the execution of permanent works for the repair and construction of streets, sidewalks, curbs, street lighting, traffic signals, sewers, waterworks and underground conduits, including the cost of acquisition or expropriation of the land required for such works;

(b) temporary loans to meet the cost of such works and the expenses accessory thereto.

The total amount of the temporary loans contracted for the execution of such works shall at no time exceed the sum of \$10,000,000.

Limit on  
temporary  
loans.

Before the total amount of such loans reaches the said sum of \$10,000,000, the council, by by-law, shall order a long-term loan by way of a bond issue to repay all or part of the temporary loans contracted under this section, and the other liabilities incurred in the execution of such works, with no other formality than the passing of a by-law to that effect by the council and the approval of that by-law by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission.

By-law for  
long-term  
loan.

municipales et la Commission municipale du Québec.

Fonds  
spécial.

**27.** La ville est autorisée à constituer un fonds spécial d'un montant déterminé par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale du Québec, pourvu que le règlement décrétant la constitution de ce fonds reçoive toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunts.

Emprunts  
pour l'ac-  
quisition  
d'immeu-  
bles pour  
fins d'amé-  
nagement.

Quand le règlement décrétant la constitution du fonds spécial est approuvé, la ville peut, par règlement ne requérant pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, faire un ou plusieurs emprunts dont le total n'exécède pas le montant du fonds spécial, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, des immeubles situés sur les parties du territoire de la ville connues et désignées sous les noms de Pointe Sainte-Foy et de centre-ville, cette dernière partie étant décrite à l'annexe III, pour fins résidentielles, publiques ou autres en vue de leur aménagement par l'entreprise privée ou par la ville ou par tout autre organisme légalement constitué et pour en acquitter le coût des études et des travaux préparatoires.

Immeubles  
visés.

Plus spécifiquement, ce fonds spécial peut être constitué des immeubles suivants:

1° les terrains déjà propriété de la ville dans le secteur dénommé Pointe Sainte-Foy, à savoir les lots 238, 250-4, 250-6, 251-2, 252-53, 256-1, 257-2, 260-3 à 260-13, 260-15 et 260-16 et les parties de lots, décrites à l'annexe IV, du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, le tout montré sur un plan de l'arpenteur-géomètre Neil O'Gallagher, en date du 7 janvier 1970, révisé le 29 juin 1973, et portant les numéros 70-2354 et 73-3750 de ses minutes;

2° les lots 1-1, 250-9 et 372-1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, 164-A, 164-B et 164-C du cadastre de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, et les parties de lots décrites à l'annexe V, propriété du gouvernement de la province de Québec, le tout montré sur un plan de l'arpenteur-géomètre Neil O'Gallagher, en date du 29 juin 1973 et portant le numéro 73-3751 de ses minutes;

**27.** The city is authorized to establish a special fund of an amount determined by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, provided that the by-law ordering the establishment of such fund receives every approval required for loan by-laws. Special fund.

When the by-law ordering the making of the special fund is approved, the city, by a by-law requiring approval by only the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, may make one or more loans the total amount of which shall not exceed that of the special fund, to acquire immoveables in the parts of the territory of the city, known and designated as Pointe Sainte-Foy and down town, such latter part being described in Schedule III, by agreement or expropriation, for residential, public or other purposes, with a view to their development by private enterprise or by the city or any other body legally constituted and to pay the cost of the studies and preliminary works thereon. Loans to acquire immoveables for development.

More specifically, such special fund may consist of the following immoveables: Specific immoveables envisaged.

1. the land already owned by the city in the sector called Pointe Sainte-Foy, namely lots 238, 250-4, 250-6, 251-2, 252-53, 256-1, 257-2, 260-3 to 260-13, 260-15 and 260-16 and parts of lots, described in Schedule IV, of the cadastre of the parish of Sainte-Foy, the whole shown on a plan prepared by Neil O'Gallagher, land surveyor, dated 7 January 1970, revised 29 June 1973 under Nos 70-2354 and 73-3750 of his minutes;

2. lots 1-1, 250-9 and 372-1 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy, 164-A, 164-B and 164-C of the cadastre of the parish of Saint-Félix-du-Cap-Rouge and the parts of lots, described in Schedule V, owned by the Government of the province of Québec, the whole shown on a plan dated 29 June 1973, prepared by Neil O'Gallagher, under No. 73-3751 of his minutes;

3° les lots situés dans les aires d'aménagement prioritaires 1 à 9, A, B, C et D, décrites à l'annexe VI, le tout montré sur un plan de l'arpenteur-géomètre Neil O'Gallagher, en date du 3 juillet 1973, et portant le numéro 73-3756 de ses minutes, lots dont le ou les propriétaires ne possèdent qu'une superficie inférieure à un acre ou ne voudraient pas participer au remembrement parcellaire et autres ententes nécessaires à la réalisation des projets de développement, en accord avec le plan d'urbanisme et le règlement de zonage en vigueur dans la municipalité.

**Aliénation.** La ville peut, aux conditions qu'elle détermine et avec l'approbation préalable de la Commission municipale du Québec, aliéner, par soumission, de gré à gré ou à l'enchère, pour fins de mise en oeuvre du plan d'urbanisme directeur un ou des immeubles qu'elle possède pourvu que le montant d'aliénation ne soit pas inférieur au coût de cet immeuble et soit suffisant pour couvrir le prix d'acquisition et les intérêts.

**Dépenses incluses.** Ce montant d'aliénation peut également comprendre le coût des dépenses encourues pour services municipaux.

**Utilisation des deniers.** L'argent provenant de l'aliénation doit être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville, au paiement des intérêts et autres dépenses encourues pour les opérations du fonds. Tout surplus doit être déposé dans un compte spécial dont l'utilisation est soumise à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales.

**Première hypothèque.** Toute aliénation consentie en vertu du présent article doit être garantie sur première hypothèque.

**Seconde hypothèque.** Sur preuve de la suffisance de la garantie, le ministre des affaires municipales peut toutefois permettre une aliénation garantie par seconde hypothèque.

**Aliénation subséquente.** Si la ville, en vue de protéger sa créance, reprend l'immeuble hypothéqué en sa faveur, elle peut ensuite en disposer aux conditions approuvées par le ministre des affaires municipales. Le produit de cette aliénation est régi par le sixième alinéa du présent article.

**Compte spécial.** Les opérations de ce fonds spécial doivent faire l'objet d'un compte spécial de

3. lots in priority development areas 1 to 9, A, B, C and D, described in Schedule VI, the whole shown on a plan dated 3 July 1973, prepared by Neil O'Gallagher, land surveyor, under No. 73-3756 of his minutes, lots whose owner or owners own only an area smaller than one acre or do not wish to participate in the regrouping of lots and other agreements necessary to carry out the development plan, in agreement with the town-planning project and the zoning by-law in force in the municipality.

The city may, on the conditions it determines, and with the prior approval of the Québec Municipal Commission, for purposes of implementing the master town-planning project, alienate by tender, mutual agreement or auction, one or more immovables which it possesses, provided the amount of the alienation is not less than the cost of such immovable and is sufficient to cover the cost of acquisition and interest.

Such amount of alienation may also comprise the cost of expenses incurred for municipal services.

The money derived from the alienation shall be used to extinguish the liabilities incurred by the city and to pay the interest and other expenses incurred for the operations of such fund. Any surplus shall be deposited in a special account the use of which shall be subject to the prior approval of the Minister of Municipal Affairs.

Any alienation made under this act must be secured by first hypothec.

Upon proof of the sufficiency of the security, the Minister of Municipal Affairs may, however, authorize an alienation secured by second hypothec.

If the city, in order to protect its claim, takes back an immovable hypothecated in its favour, it may subsequently dispose of it on such conditions as are approved by the Minister of Municipal Affairs. The proceeds of such alienation shall be governed by the sixth paragraph of this section.

The operations of such special fund must be entered in a special account of the city

la ville et apparaître au rapport financier annuel dans une section distincte.

Réserve foncière ou d'habitation.

**28.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble dont l'occupation est jugée désuète ou nocive.

Autorisation de détenir, louer, administrer, etc.

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit au moins égal à la valeur réelle de tels immeubles et non inférieur au prix de revient.

Obligation de payer les taxes.

La ville est tenue de payer à l'égard des immeubles qu'elle détient en vertu du présent article toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité.

Emprunts.

La ville peut, pour les fins du présent article, contracter des emprunts par règlement qui ne requiert pas d'autres approbations que celles de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales.

Fins industrielles exclues.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

Date d'effet de a. 19.

**29.** L'article 19 a effet depuis le 26 décembre 1970.

Maintien des dispositions actuelles.

**30.** Nonobstant les dispositions de la présente loi, le paragraphe 22<sup>c</sup> de l'article 469 de la Loi des cités et villes, édicté pour la ville par l'article 2 du chapitre 104 des lois de 1971, continue à avoir pleine force et effet.

Idem.

Il en est de même pour l'article 14 du chapitre 84 des lois de 1973.

1949, c. 101, ab.

**31.** Le chapitre 101 des lois de 1949 et ses modifications sont abrogés. Cependant, ces abrogations ne portent atteinte à aucun droit acquis, aucune obligation existante, aucune procédure en cours, aucune peine encourue, ni aucun acte accompli, décidé,

and appear in its annual financial statement under a separate heading.

**28.** Notwithstanding any act to the contrary, the city is authorized to acquire by agreement or expropriation any immoveable of which the acquisition is considered appropriate for purposes of a land or housing bank and for works related to such purposes, and any immoveable whose occupancy is considered obsolete or harmful.

Land or housing bank.

The city is authorized to hold, lease and manage the immoveables acquired under the first paragraph. It may also equip such immoveables and instal the necessary public services there. It may also alienate them, on conditions determined by it, with the approval of the Québec Municipal Commission, provided that the alienation price is at least equal to the real value of such immoveables and not less than the cost price.

City may hold, lease, manage, etc.

The city is required to pay regarding immoveables it owns under this section all the taxes that may be required from a property owner in the municipality.

City must pay taxes.

For the purposes of this section the city may contract loans by a by-law which shall require no other approval than that of the Québec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs.

Loans.

This section does not apply to the acquisition of immoveables for industrial purposes.

No industrial purposes.

**29.** Section 19 shall have effect from 26 December 1970.

Effective date of s. 19.

**30.** Notwithstanding the provisions of this act, paragraph 22<sup>c</sup> of section 469 of the Cities and Towns Act, enacted for the city by section 2 of chapter 104 of the statutes of 1971, shall continue to have full force and effect.

Existing provision continues.

The same applies to section 14 of chapter 84 of the statutes of 1973.

Idem.

**31.** Chapter 101 of the statutes of 1949, c. 101, and its amendments are repealed. However, such repeal shall not affect any acquired right, existing obligation, pending procedure, penalty incurred, or any thing performed, decided, ordered or done

1949, c. 101, repealed.

ordonné ou conclu ou qui doit être fait en vertu de ces lois et de leurs modifications; notamment, mais sans restreindre la portée de ce qui précède, elles ne portent pas atteinte aux règlements ou résolutions adoptés, aux décisions prises, aux ordres donnés, aux contrats conclus, aux acquisitions faites, aux expropriations, aux franchises ou privilèges accordés ou à toutes autres choses faites sous l'empire de ces lois et de leurs modifications; ni aux rôles d'évaluation, de perception des taxes ou de répartition, ni aux droits et devoirs des officiers, fonctionnaires et employés de la ville, lesquels continuent d'exercer leurs fonctions tant qu'il n'en est pas décidé autrement en vertu de la présente loi; ni aux billets, obligations ou autres valeurs ou titres émis par la ville, ni aux fonds d'amortissement constitués ou à constituer. Ces droits, obligations, procédures, peines, actes, contrats, acquisitions, expropriations et choses continuent d'être régis par les dispositions de ces lois et de leurs modifications jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou révoqués sous l'empire de la présente loi.

Nomina-  
tions au  
comité  
exécutif.

**32.** Dans les trois mois de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil peut, au cours d'une assemblée générale ou spéciale, nommer ou élire les membres du comité exécutif selon les dispositions *mutatis mutandis* de l'article 51a de la Loi des cités et villes édicté, pour la ville, par l'article 7 de la présente loi.

Entrée en  
vigueur.

**33.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

or which must be done under such acts and their amendments; in particular, but without restricting the generality of the foregoing, they shall not affect by-laws or resolutions adopted, decisions taken, orders given, contracts made, acquisitions effected, expropriations, franchises or privileges granted or any other thing done under the authority of such acts or their amendments; nor the valuation rolls, tax collection rolls or apportionment rolls, nor the rights and duties of the officers, functionaries and employees of the city, who shall continue to exercise their duties until otherwise decided under this act; nor the notes, bonds or other securities or evidences of indebtedness issued by the city, nor the amortization funds already constituted or to be constituted. Such rights, obligations, procedures, penalties, deeds, contracts, acquisitions, expropriations and things shall continue to be governed by the provisions of such acts and their amendments until amended, replaced or revoked under this act.

**32.** Within three months from the date of coming into force of this act, the council may, at a general or special meeting, appoint or elect the members of the executive committee in accordance, *mutatis mutandis*, with section 51a of the Cities and Towns Act, enacted for the city by section 7 of this act.

**33.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## ANNEXE I

## SCHEDULE I

Un territoire comprenant en référence aux cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette, de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, de Sainte-Foy et de Saint-Sauveur, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau, ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection de la rive gauche du fleuve Saint-Laurent avec la ligne nord-est du lot 350 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre de ladite paroisse, partie de la ligne nord-est du lot 350 jusqu'à la cime du cap; la cime du cap, en allant dans une direction générale nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot 395; la ligne nord-est dudit lot 395 et son prolongement à travers l'emprise d'un chemin de fer (lot 379); partie de la ligne nord-est du lot 394 jusqu'à la ligne sud-est du lot 320-A-1; les lignes sud-est et nord-est dudit lot 320-A-1; une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots 320-51, 320-28-2, 320-28-1 et 320-6; la ligne nord-est du lot originaire 320 et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest du chemin Saint-Louis; le côté nord-ouest dudit chemin, en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot 319; une ligne brisée limitant au nord-est et au sud-est ledit lot 319; la ligne nord-est et partie de la ligne nord-ouest du lot 381 jusqu'à la ligne nord-est du lot 384; la ligne nord-est des lots 384, 313, 313-B et 317, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de l'ancien chemin Gomin; la ligne médiane dudit chemin, en allant vers le nord-est, jusqu'au prolongement de l'alignement sud-ouest de l'avenue Painchaud; ledit prolongement et ledit alignement sud-ouest jusqu'à l'alignement sud-est de la rue Muir (lot 127-1-2); l'alignement sud-est de ladite rue, en allant vers le sud-ouest, jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 127-1-2; la ligne sud-ouest des lots 127-1-2 (rue Muir), 127-32-1 (rue Muir), 127-11-2, 127-10, 127-12, 127-13, 127-14, 127-15, 127-16, 127-9, 127-8 et 127-7; partie de la ligne nord-ouest du lot

A territory comprising with reference to the cadastres of the parishes of L'Ancienne-Lorette, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Sainte-Foy and Saint-Sauveur, the lots or parts of lots and their subdivisions present and future and the roads, streets, highways, railway rights of way, watercourses or parts thereof, the whole contained within the limits hereinafter described, to wit:

starting at the point of intersection between the left bank of the St Lawrence river and the northeast line of lot 350 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy; thence, successively, the following lines and limits: with reference to the cadastre of the said parish, part of the northeast line of lot 350 to the summit of the cliff; the summit of the cliff generally northeasterly to the northeast line of lot 395; the northeast line of the said lot 395 and its extension across a railway right of way (lot 379); part of the northeast line of lot 394 to the southeast line of lot 320-A-1; the southeast and northeast lines of the said lot 320-A-1; a broken line limiting on the southeast lots 320-51, 320-28-2, 320-28-1 and 320-6; the northeast line of original lot 320 and its extension to the northwest side of Saint-Louis road; the northwest side of the said road northeasterly to the northeast line of lot 319; a broken line limiting on the northeast and southeast the said lot 319; the northeast line and part of the northwest line of lot 381 to the northeast line of lot 384; the northeast line of lots 384, 313, 313-B and 317, the latter line extended to the centre line of the former Gomin road; the centre line of the said road northeasterly to the extension of the southwest line of Painchaud avenue; the said extension and the said southwest line to the southeast line of Muir street (lot 127-1-2); the southeast line of the said street southwesterly to the southwest line of the said lot 127-1-2; the southwest line of lots 127-1-2 (Muir street), 127-32-1 (Muir street), 127-11-2, 127-10, 127-12, 127-13, 127-14, 127-15, 127-16, 127-9, 127-8 and 127-7; part of the northwest line of lot 127-7 to the southwest line of lot 127-4; the southwest line of lots 127-4 and 127-17-1 (Hé-

127-7 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 127-4; la ligne sud-ouest des lots 127-4 et 127-17-1 (rue Hélène-Boulé); la ligne nord-ouest du lot 127-17-1; partie de la ligne nord-est du lot originaire 127 et son prolongement à travers le chemin Sainte-Foy; partie de la ligne nord-est du lot 120 jusqu'à la ligne sud du lot 121; la ligne sud et partie de la ligne nord-est dudit lot 121 jusqu'à la ligne médiane principale du boulevard Charest; ladite ligne médiane dudit boulevard, en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot 124; partie de ladite ligne nord-est du lot 124 jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot; ladite ligne nord-ouest; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest et le sud-ouest les lots 123 et 122; partie de la ligne nord-est du lot 121 et la ligne nord-est du lot 433; la ligne nord des lots 433 et 434; la ligne nord-est des lots 434, 422 et 435; la ligne nord des lots 435, 437, 420, 439 et 440; la ligne nord-ouest des lots 440, 441, 418 et 443; la ligne nord du lot 443; la ligne ouest des lots 443, 417 et 423; la ligne sud des lots 2513, 2506 et 2514 du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur; les côtés est et sud-est de l'emprise d'un chemin de fer (lot 377) jusqu'à la ligne nord-est dudit lot 377; la ligne nord-est des lots 377, 113-B et 113-A ainsi que la ligne nord-ouest du lot 113-A et d'une partie du lot 110 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy jusqu'à la ligne nord-est du lot 1 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; partie de la ligne nord-est dudit lot 1 jusqu'au côté sud de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique (lots 961 et 962 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette et 375 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy); le côté sud de ladite emprise, en allant vers l'ouest, jusqu'à la ligne médiane principale du boulevard Henri IV; la ligne médiane dudit boulevard, en allant vers le sud-est, jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 90 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; puis dans ce cadastre, partie de la ligne nord-ouest du lot 90 et la ligne nord-ouest des lots 89, 88, 84, 83, 75, 74 et 73; partie de la ligne nord-ouest du lot 68 jusqu'à la ligne nord-est du lot 67; la ligne nord-est dudit lot; la ligne nord-ouest des lots 67, 66, 65 et partie de la

lène-Boulé street); the northwest line of lot 127-17-1; part of the northeast line of original lot 127 and its extension across Sainte-Foy road; part of the northeast line of lot 120 to the south line of lot 121; the south line and part of the northeast line of the said lot 121 to the main centre line of Charest boulevard; the said centre line of the said boulevard northeasterly to the northeast line of lot 124; part of the said northeast line of lot 124 to the northwest line of the said lot; the said northwest line; a broken line limiting on the northwest and southwest lots 123 and 122; part of the northeast line of lot 121 and the northeast line of lot 433; the north line of lots 433 and 434; the northeast line of lots 434, 422 and 435; the north line of lots 435, 437, 420, 439 and 440; the northwest line of lots 440, 441, 418 and 443; the north line of lot 443; the west line of lots 443, 417 and 423; the south line of lots 2513, 2506 and 2514 of the cadastre of the parish of Saint-Sauveur; the east and southeast sides of a railway right of way (lot 377) to the northeast line of the said lot 377; the northeast line of lots 377, 113-B and 113-A and the northwest line of lot 113-A and of a part of lot 110 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy to the northeast line of lot 1 of the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette; part of the northeast line of the said lot 1 to the south side of the Canadian Pacific Railways right of way (lots 961 and 962 of the parish of L'Ancienne-Lorette and 375 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy); the south side of the said right of way westerly to the main centre line of Henri IV boulevard; the centre line of the said boulevard southeasterly to the northwest line of lot 90 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy; then, in that cadastre, part of the northwest line of lot 90 and the northwest line of lots 89, 88, 84, 83, 75, 74 and 73; part of the northwest line of lot 68 to the northeast line of lot 67; the northeast line of the said lot; the northwest line of lots 67, 66, 65 and part of the northwest line of lot 53 to the northeast line of lot 116 of the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette; part of the northeast line of the said lot 116 to the extension of the northwesternmost line of lot 53 of the cadastre

ligne nord-ouest du lot 53 jusqu'à la ligne nord-est du lot 116 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; partie de la ligne nord-est dudit lot 116 jusqu'au prolongement de la ligne la plus au nord-ouest du lot 53 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; ledit prolongement et la ligne nord-ouest des lots 53, 52, 41, 39, 39-A, 38, 32, 31, 23 et 22 de ce cadastre; la ligne nord-ouest du lot 506 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; puis dans ce cadastre, le côté nord-est d'un chemin public limitant au nord-est les lots 505, 504, 503, 502, 414 et 413 jusqu'à la ligne sud-est du lot 964; la ligne séparant d'un côté les lots 964, 265 et 266 des lots 270, 269, 268 et 267 de l'autre côté, cette ligne se prolongeant à travers un chemin public; partie de la ligne sud-ouest et la ligne sud-est du lot 262; la ligne nord-est des lots 262, 263, 288 et 289; la ligne nord-ouest des lots 289, 290, 291, 293, 294, 295, 299, 300, 303, 304, 307, 308, 310, 321 et 322, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane d'un chemin public limitant au nord-est les lots 409 et 323; la ligne médiane dudit chemin, en allant vers le nord-ouest, jusqu'au prolongement du côté nord-ouest de la route Sainte-Geneviève; partie dudit prolongement et la ligne séparant le lot 323 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette du lot 210 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; en référence au cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, la ligne nord-ouest des lots 326, 327, 330, 333, 336, 337 et 339 à 347 inclusivement, la dernière prolongée à travers un chemin public limitant au nord-est le lot 713; la ligne nord des lots 713, 714, 715, 718, 719, 723, 724, 727, 728, 732, 733, 737, 738, 742, 743, 744, 749, 750, 756, 757, 762, 763, 766, 767, 770, 771, 774, 775, 778, 779, 782, 783, 786, 787 et 790; la ligne sud-ouest des lots 790 et 789; la ligne sud du lot 789; la ligne sud-ouest des lots 708, 639, 962 (emprise d'un chemin de fer) et 638, la dernière prolongée jusqu'au côté sud d'un chemin limitant au sud le lot 638; le côté sud dudit chemin, en allant vers l'est, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 637; la ligne sud-ouest des lots 637 et 963 (emprise d'un chemin de fer); le prolongement de la ligne sud-ouest dudit lot 637 jusqu'au côté sud

of the parish of Sainte-Foy; the said extension and the northwest line of lots 53, 52, 41, 39, 39-A, 38, 32, 31, 23 and 22 of that cadastre; the northwest line of lot 506 of the official cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette; then, in that cadastre, the northeast side of a public road limiting, on the northeast, lots 505, 504, 503, 502, 414 and 413 to the southeast line of lot 964; the line dividing lots 964, 265 and 266 from lots 270, 269, 268 and 267, such line extending across a public road; part of the southwest line and the southeast line of lot 262; the northeast line of lots 262, 263, 288 and 289; the northwest line of lots 289, 290, 291, 293, 294, 295, 299, 300, 303, 304, 307, 308, 310, 321 and 322, the last extended to the centre line of a public road limiting, on the northeast, lots 409 and 323; the centre line of the said road northwesterly to the extension of the northwest side of Sainte-Geneviève road; part of the said extension and the line dividing lot 323 of the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette from lot 210 of the cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; with reference to the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette, the northwest line of lots 326, 327, 330, 333, 336, 337 and 339 to 347 inclusive, the last line extended across a public road limiting on the northeast lot 713; the north line of lots 713, 714, 715, 718, 719, 723, 724, 727, 728, 732, 733, 737, 738, 742, 743, 744, 749, 750, 756, 757, 762, 763, 766, 767, 770, 771, 774, 775, 778, 779, 782, 783, 786, 787 and 790; the southwest line of lots 790 and 789; the south line of lot 789; the southwest line of lots 708, 639, 962 (railway right of way) and 638, the last extended to the south side of a road limiting, on the south, lot 638; the south side of the said road easterly to the southwest line of lot 637; the southwest line of lots 637 and 963 (railway right of way); the extension of the southwest line of the said lot 637 to the south side of Highway No. 138; the south side of the said highway easterly to the southwest line of lot 568; the southwest line of lots 568 and 567; a straight line across lake Saint-Augustin linking the southeast end of the southwest line of lot 567 to the northwest end of the southwest line of lot 564; the southwest line of the said lot 564;

de la route no 138; le côté sud de ladite route, en allant vers l'est, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 568; la ligne sud-ouest des lots 568 et 567; une ligne droite à travers le lac Saint-Augustin joignant l'extrémité sud-est de la ligne sud-ouest du lot 567 à l'extrémité nord-ouest de la ligne sud-ouest du lot 564; la ligne sud-ouest dudit lot 564; la ligne sud-est des lots 564, 562, 560, 559, 963 (emprise d'un chemin de fer) et 558; partie de la ligne sud-ouest et la ligne sud-est du lot 556; la ligne sud-ouest du lot 554; la ligne sud-est des lots 554, 550, 549 et 542; une ligne droite à travers un chemin public jusqu'à l'extrémité sud-ouest de la ligne sud-est du lot 541; ladite ligne sud-est; une ligne brisée limitant vers le sud-est et le nord-est les lots 540, 537, 536, 533, 532, 530, 530-A, 529 et 528, le dernier tronçon étant prolongé jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Cap-Rouge; la ligne médiane de ladite rivière, en allant vers le nord, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 522; ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 522 et 521, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du ruisseau à la Scie; la ligne médiane dudit ruisseau, en allant vers le nord, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 2 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; puis en référence à ce dernier cadastre, ledit prolongement; une ligne brisée limitant au sud-ouest et au nord-ouest les lots 2, 1, 377 (emprise d'un chemin de fer), le dernier tronçon prolongé jusqu'au côté est du chemin Sainte-Foy; le côté est dudit chemin, dans une direction sud, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 153 du cadastre de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge; la ligne sud-ouest des lots 153 et 164 dudit cadastre jusqu'au côté nord-ouest du chemin Saint-Louis; le côté nord-ouest dudit chemin, dans une direction nord-est, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 373 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; en référence au cadastre de ladite paroisse, ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 373 et 376 (emprise de chemin de fer); le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 373 jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; la ligne médiane dudit fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 350; enfin, ledit pro-

the southeast line of lots 564, 562, 560, 559, 963 (railway right of way) and 558; part of the southwest line and the southeast line of lot 556; the southwest line of lot 554; the southeast line of lots 554, 550, 549 and 542; a straight line across a public road to the southwest end of the southeast line of lot 541; the said southeast line; a broken line limiting, on the southeast and northeast, lots 540, 537, 536, 533, 532, 530, 530-A, 529 and 528, the last section being extended to the centre line of the Cap-Rouge river; the centre line of the said river northerly to the extension of the southwest line of lot 522; the said extension and the southwest line of lots 522 and 521, the latter extended to the centre line of the à la Scie brook; the centre line of the said brook northerly to the extension of the southwest line of lot 2 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy; then, with reference to that cadastre, the said extension; a broken line limiting on the southwest and northwest lots 2, 1, 377 (railway right of way), the last section extended to the east side of Sainte-Foy road; the east side of the said road southerly to the southwest line of lot 153 of the cadastre of the parish of Saint-Félix-du-Cap-Rouge; the southwest line of lots 153 and 164 of the said cadastre to the northwest side of Saint-Louis road; the northwest side of the said road northeasterly to the extension of the southwest line of lot 373 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy; with reference to the cadastre of the said parish, the said extension and the southwest line of lots 373 and 376 (railway right of way); the extension of the southwest line of lot 373 to the centre line of the St Lawrence river; the centre line of the said river downstream to the extension of the northeast line of lot 350; finally, the said extension to the starting point; which limits delineate the territory of the city of Sainte-Foy.

longement jusqu'au point de départ; lesquelles limites définissent le territoire de la ville de Sainte-Foy.

## ANNEXE II

### Quartier Saint-Thomas:

Partant du point de rencontre du côté est de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada et de la ligne séparative des villes de Sainte-Foy et de Québec; de là, successivement, les lignes suivantes: une ligne brisée séparant la ville de Sainte-Foy, d'un côté, de la ville de Québec et de la cité de Sillery, de l'autre côté, jusqu'à la ligne médiane de la route du Vallon; enfin, la ligne médiane de ladite route et son prolongement et le côté est de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada jusqu'au point de départ.

### Quartier Sainte-Foy:

Partant du point de rencontre de la ligne médiane du boulevard Henri IV et de la ligne séparative des villes de Sainte-Foy et de Québec; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne séparative des villes de Sainte-Foy et de Québec jusqu'au côté est de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada; le côté est de ladite emprise et le prolongement et la ligne médiane de la route du Vallon jusqu'à la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane du boulevard Maurice-Duplessis; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane du chemin Sainte-Foy; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane du boulevard Henri IV; enfin, la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

### Quartier Notre-Dame:

Partant du point de rencontre de la ligne médiane du boulevard Maurice-Duplessis et de la ligne séparative des villes de Sainte-Foy et de l'Ancienne-Lorette; de là, successivement, les lignes suivantes: une ligne brisée séparant la ville de Sainte-Foy des villes de l'Ancienne-Lorette et de Québec jusqu'à la ligne médiane du boule-

## SCHEDULE II

### Saint-Thomas ward:

Starting from the meeting point of the east side of the Canadian National Railways right of way with the dividing line between the cities of Sainte-Foy and Québec; thence, successively, the following lines: a broken line dividing the city of Sainte-Foy from the cities of Québec and Sillery to the centre line of du Vallon road; finally, the centre line of the said road and its extension and the east side of the Canadian National Railways right of way to the starting point.

### Sainte-Foy ward:

Starting from the meeting point of the centre line of Henri IV boulevard with the dividing line between the cities of Sainte-Foy and Québec; thence, successively, the following lines: the dividing line between the cities of Sainte-Foy and Québec to the east side of the Canadian National Railways right of way; the east side of the said right of way and the extension and the centre line of du Vallon road to the centre line of des Quatre-Bourgeois road; the centre line of the said road to the centre line of Maurice-Duplessis boulevard; the centre line of the said boulevard to the centre line of Sainte-Foy road; the centre line of the said road to the centre line of Henri IV boulevard; finally, the centre line of the said boulevard to the starting point.

### Notre-Dame ward:

Starting from the meeting point of the centre line of Maurice-Duplessis boulevard with the dividing line between the city of Sainte-Foy and the town of l'Ancienne-Lorette; thence, successively, the following lines: a broken line dividing the city of Sainte-Foy from the town of l'Ancienne-Lorette and the city of Québec to the

vard Henri IV; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane du chemin Sainte-Foy; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane du boulevard Maurice-Duplessis; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois; la ligne médiane dudit chemin et son prolongement jusqu'à la ligne séparative de la ville de Sainte-Foy et de la municipalité de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge; ladite ligne séparative de municipalités jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Cap-Rouge; la ligne médiane de ladite rivière, en allant vers le nord, et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Charest; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane du boulevard Maurice-Duplessis; enfin, la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

#### Quartier Neilson:

Partant du point de rencontre de la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois et de la ligne médiane du boulevard Henri IV; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne médiane du boulevard Henri IV et la ligne médiane du boulevard Sir Wilfrid-Laurier, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; la ligne médiane dudit fleuve jusqu'à la ligne séparative de la ville de Sainte-Foy et de la municipalité de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge; ladite ligne séparative de municipalités jusqu'au prolongement de la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois; enfin, ledit prolongement et la ligne médiane dudit chemin jusqu'au point de départ.

#### Quartier Laurier:

Partant du point de rencontre de la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois et de la ligne médiane de l'avenue Mainguy; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne médiane de l'avenue Mainguy jusqu'à la ligne médiane de la rue Montreuil; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Landry; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du chemin Gomin; la ligne médiane dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 302 et 303

centre line of Henri IV boulevard; the centre line of the said boulevard to the centre line of Sainte-Foy road; the centre line of the said road to the centre line of Maurice-Duplessis boulevard; the centre line of the said boulevard to the centre line of des Quatre-Bourgeois road; the centre line of the said road and its extension to the dividing line between the city of Sainte-Foy and the municipality of the parish of Saint-Félix-du-Cap-Rouge; the said dividing line between municipalities to the centre line of du Cap-Rouge river; the centre line of the said river northerly and its extension to the centre line of Charest boulevard; the centre line of the said boulevard to the centre line of Maurice-Duplessis boulevard; finally, the centre line of the said boulevard to the starting point.

#### Neilson ward:

Starting from the meeting point of the centre line of des Quatre-Bourgeois road with the centre line of Henri IV boulevard; thence, successively, the following lines: the centre line of Henri IV boulevard and the centre line of Sir Wilfrid-Laurier boulevard, the latter extended to the centre line of the St Lawrence river; the centre line of the said river to the dividing line between the city of Sainte-Foy and the municipality of the parish of Saint-Félix-du-Cap-Rouge; the said dividing line between municipalities to the extension of the centre line of des Quatre-Bourgeois road; finally, the said extension and the centre line of the said road to the starting point.

#### Laurier ward:

Starting from the meeting point of the centre line of des Quatre-Bourgeois road with the centre line of Mainguy avenue; thence, successively, the following lines: the centre line of Mainguy avenue to the centre line of Montreuil street; the centre line of the said street to the centre line of Landry avenue; the centre line of the said avenue to the centre line of Chemin Gomin; the centre line of the said road to the extension of the dividing line between lots 302 and 303 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy; with reference to the cadas-

du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; en référence au cadastre de ladite paroisse, ledit prolongement; une ligne brisée séparant les lots 302, 299, 345 et 345-A d'un côté des lots 303, 381, 306, 393 et 397 de l'autre côté, cette ligne prolongée à travers le chemin Saint-Louis et le lot 379 (emprise de chemin de fer); une ligne brisée séparant la ville de Sainte-Foy de la cité de Sillery jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; la ligne médiane dudit fleuve jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard Sir Wilfrid-Laurier; ledit prolongement et la ligne médiane des boulevards Sir Wilfrid-Laurier et Henri IV jusqu'à la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois; enfin, la ligne médiane dudit chemin jusqu'au point de départ.

#### Quartier Saint-Yves:

Partant du point de rencontre de la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois et de la ligne médiane de la route du Vallon; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne médiane de la route du Vallon et la ligne séparative de la ville de Sainte-Foy et de la cité de Sillery jusqu'à la ligne séparative des lots 397 et 345-A du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; en référence au cadastre de ladite paroisse, une ligne brisée séparant les lots 397, 393, 306, 381 et 303 d'un côté des lots 345-A, 345, 299 et 302 de l'autre côté, cette ligne traversant le lot 379 (emprise de chemin de fer) et le chemin Saint-Louis et prolongée jusqu'à la ligne médiane du chemin Gomin; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Landry; la ligne médiane de ladite avenue, jusqu'à la ligne médiane de la rue Montreuil; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Mainguy; la ligne médiane de ladite avenue, jusqu'à la ligne médiane du chemin des Quatre-Bourgeois; enfin, la ligne médiane dudit chemin jusqu'au point de départ.

#### Quartier Laurentien:

Partant du point de rencontre de la ligne médiane du boulevard Maurice-Duplessis et de la ligne séparative des villes de Sainte-Foy et de l'Ancienne-Lorette; de là, successivement, les lignes suivantes: une ligne brisée séparant la ville de Sainte-Foy

of the said parish, the said extension; a broken line dividing lots 302, 299, 345 and 345-A from lots 303, 381, 306, 393 and 397, such line extended across Saint-Louis road and lot 379 (railway right of way); a broken line dividing the city of Sainte-Foy from the city of Sillery to the centre line of the St Lawrence river; the centre line of the said river to the extension of the centre line of Sir Wilfrid-Laurier boulevard; the said extension and the centre line of Sir Wilfrid-Laurier and Henri IV boulevards to the centre line of des Quatre-Bourgeois road; finally, the centre line of the said road to the starting point.

#### Saint-Yves ward:

Starting from the meeting point of the centre line of des Quatre-Bourgeois road with the centre line of du Vallon road; thence, successively, the following lines: the centre line of du Vallon road and the dividing line between the city of Sainte-Foy and the city of Sillery to the dividing line between lots 397 and 345-A of the cadastre of the parish of Sainte-Foy; with reference to the cadastre of the said parish, a broken line dividing lots 397, 393, 306, 381 and 303 from lots 345-A, 345, 299 and 302, such line across lot 379 (railway right of way) and Saint-Louis road and extended to the centre line of Chemin Gomin; the centre line of the said road to the centre line of Landry avenue; the centre line of the said avenue to the centre line of Montreuil street; the centre line of the said street to the centre line of Mainguy avenue; the centre line of the said avenue to the centre line of des Quatre-Bourgeois road; finally, the centre line of the said road to the starting point.

#### Laurentien ward:

Starting from the meeting point of the centre line of Maurice-Duplessis boulevard with the dividing line between the city of Sainte-Foy and the town of l'Ancienne-Lorette; thence, successively, the following lines: a broken line dividing the

des villes de l'Ancienne-Lorette, de Québec et de Val-Bélair; une autre ligne brisée séparant la ville de Sainte-Foy des municipalités des paroisses de Saint-Augustin-de-Desmaures et de Saint-Félix-du-Cap-Rouge jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Cap-Rouge; la ligne médiane de ladite rivière, en allant vers le nord, et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Charest; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane du boulevard Maurice-Duplessis; enfin, la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

city of Sainte-Foy from the town of l'Ancienne-Lorette, the city of Québec and the town of Val-Bélair; another broken line dividing the city of Sainte-Foy from the municipalities of the parishes of Saint-Augustin-de-Desmaures and Saint-Félix-du-Cap-Rouge to the centre line of du Cap-Rouge river; the centre line of the said river northerly and its extension to the centre line of Charest boulevard; the centre line of the said boulevard to the centre line of Maurice-Duplessis boulevard; finally, the centre line of the said boulevard to the starting point.

### ANNEXE III

Le territoire de la nouvelle zone Centre Ville dans la ville de Sainte-Foy, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, routes et boulevards; le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection des lignes médianes de la rue Le Noblet et la Route de l'Eglise et de là successivement les lignes et démarcations suivantes: en référence audit cadastre, ladite ligne médiane de la rue Le Noblet (lots 181-106 et 178-25) et son prolongement à travers l'avenue Fournier et le lot 178-12; une mixtiligne passant à travers le lot 390-71 et l'avenue Wolfe (lot 390-B), passant par le coin sud du lot 390-84, passant à travers les lots 390-85 à 390-100 inclusivement, le lot 390-223, les lots 390-101 à 390-103 inclusivement, passant par le coin ouest du lot 390-104, passant à travers une partie non-subdivisée du lot 390, la rue Picardie (lot 390-231), une seconde partie non subdivisée du lot 390 jusqu'à la ligne séparative des lots originaux 390 et 160 au lot 160-50; ladite ligne séparative et son prolongement dans une direction générale sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Hochelaga; la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement dans une direction générale nord-est jusqu'au côté nord-est de la Route du Vallon; le côté nord-est de ladite route et son prolongement dans une direction

### SCHEDULE III

The territory of the new down-town zone, in the city of Sainte-Foy, comprising with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Foy, the lots or parts of lots and their subdivisions present and future and the roads, streets, lanes, highways and boulevards, the whole contained within the limits hereinafter described, to wit:

starting at the point of intersection of the centre lines of Le Noblet street and Route de l'Eglise and thence successively the following lines and boundaries: with reference to the said cadastre, the said centre line of Le Noblet street (lots 181-106 and 178-25) and its extension across Fournier avenue and lot 178-12; an irregular line across lot 390-71 and Wolfe avenue (lot 390-B) running across the south corner of lot 390-84, across lots 390-85 to 390-100 inclusive, lot 390-223, lots 390-101 to 390-103 inclusive, running across the west corner of lot 390-104, across an unsubdivided part of lot 390, Picardie street (lot 390-231), another unsubdivided part of lot 390 to the dividing line between original lots 390 and 160 to lot 160-50; the said dividing line and its extension generally southeasterly to its intersection with the centre line of Hochelaga boulevard; the centre line of the said boulevard and its extension generally northeasterly to the northeast side of Route du Vallon; the northeast side of the said road and its extension generally southeasterly to its intersection with the centre line of Laurier boulevard; the cen-

générale sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Laurier; la ligne médiane dudit boulevard dans une direction générale sud-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la Route de l'Eglise; la ligne médiane de ladite route dans une direction générale nord-ouest jusqu'au point de partance;

lesquelles limites définissent la nouvelle zone Centre Ville de la ville de Sainte-Foy et sont démontrées également par un épais trait brisé sur un plan préparé à une échelle de 1:2000 par l'arpenteur-géomètre soussigné, en date du 26 mars 1976 et portant sa minute no 76-4139.

tre line of the said boulevard generally southwesterly to its intersection with the centre line of Route de l'Eglise; the centre line of the said road generally northwesterly to the starting point;

which limits delineate the new downtown zone of the city of Sainte-Foy and are also outlined by a heavy broken line on a plan prepared to a scale of 1:2000 by the undersigned land surveyor, dated 26 March 1976, bearing number 76-4139 of his minutes.

#### ANNEXE IV

1. Une partie du lot 244 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, bornée au sud-est par des parties non subdivisées du lot 260, l'avenue Louvain, le lot 260-20 et le lot 258-3; au sud-ouest par une partie du lot 246 et par une autre partie du lot 244; au nord-ouest et au nord-est par d'autres parties dudit lot 244; mesurant trois cent quatre-vingt-huit pieds et deux dixièmes (388.2) au sud-est; cinquante pieds (50.0) et cent un pieds et cinq dixièmes (101.5) dans ses lignes sud-ouest; cent trente-cinq pieds et quatre dixièmes (135.4) et cent quatre-vingt-quinze pieds (195.0) dans ses lignes nord-ouest et cent cinquante-cinq pieds et trois dixièmes (155.3) au nord-est.

2. Une partie du lot 246 de ce cadastre, bornée au sud-est par les lots 257-1 et 257-2 (rue); au sud-ouest et au nord-ouest par d'autres parties dudit lot 246 et au nord-est par une partie du lot 244; mesurant cinquante pieds (50.0) au nord-est et cent soixante et un pieds et sept dixièmes (161.7) au sud-est.

3. Une partie du lot 257 de ce cadastre, bornée au nord par les lots 257-1 et 257-2 (rue); au nord-est par le lot 257-1 et par une partie non subdivisée du lot 258; au sud et au sud-est par une autre partie du lot 257 et à l'ouest par le lot 257-2 (rue); mesurant huit pieds (8.0) et deux cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et trois dixièmes (299.3) dans ses lignes nord; soixante-dix pieds et sept dixièmes (70.7) et quatre-

#### SCHEDULE IV

1. A part of lot 244 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy, bounded on the southeast by undivided parts of lot 260, Louvain Avenue, lot 260-20 and lot 258-3; on the southwest by part of lot 246 and by another part of lot 244; on the northwest and northeast by other parts of the said lot 244; measuring three hundred and eighty-eight and two-tenths feet (388.2) on the southeast; fifty feet (50.0) and one hundred and one and five-tenths feet (101.5) on its southwest lines; one hundred and thirty-five and four-tenths feet (135.4) and one hundred and ninety-five feet (195.0) on its northwest lines and one hundred and fifty-five and three-tenths feet (155.3) on the northeast.

2. A part of lot 246 of such cadastre, bounded on the southeast by lots 257-1 and 257-2 (street); on the southwest and northwest by other parts of the said lot 246 and on the northeast by part of lot 244; such part measuring fifty feet (50.0) on the northeast and one hundred and sixty-one and seven-tenths feet (161.7) on the southeast.

3. A part of lot 257 of such cadastre, bounded on the north by lots 257-1 and 257-2 (street); on the northeast by lot 257-1 and by an undivided part of lot 258; on the south and southeast by another part of lot 257 and on the west by lot 257-2 (street); measuring eight feet (8.0) and two hundred and ninety-nine and three-tenths feet (299.3) on its north lines; seventy and seven-tenths feet (70.7)

vingt-dix-huit pieds et trois dixièmes (98.3) dans ses lignes nord-est; trois cent soixante-douze pieds et un dixième (372.1) au sud et cinquante-quatre pieds et neuf dixièmes (54.9) au sud-est.

4. Une partie (nord) du lot 258 de ce cadastre, bornée au nord et à l'ouest par le lot 258-3; au nord-est par une partie du lot 260; au sud par une autre partie du lot 258 et au sud-ouest par une partie du lot 257; mesurant cent quarante-huit pieds (148.0) au nord; deux cent soixante-dix pieds et un dixième (270.1) au nord-est; deux cent quarante-huit pieds (248.0) au sud; quatre-vingt-dix-huit pieds et trois dixièmes (98.3) au sud-ouest et cent trente-huit pieds et deux dixièmes (138.2) à l'ouest.

5. Une partie (sud) du lot 258 de ce cadastre, bornée au sud par le Chemin Saint-Louis (lot 258 ptie); au nord-ouest et à l'ouest par une autre partie du lot 258 et au nord-est par des parties du lot 260; mesurant cent cinquante et un pieds et deux dixièmes (151.2) au sud; trente-huit pieds et deux dixièmes (38.2) au nord-ouest; cent trente-trois pieds et six dixièmes (133.6) à l'ouest et deux cent six pieds et quatre dixièmes (206.4) au nord-est.

6. Une partie du lot 259-A de ce cadastre, bornée au sud par une partie du lot 259-A; au sud-ouest par les lots 260-3 à 260-12 inclusivement, 260-15, 260-16 et trois parties non subdivisées dudit lot 260; au nord-ouest par le lot 259; au nord-est par des parties des lots 259-A et 261 et au nord par des parties dudit lot 259-A; mesurant cent sept pieds et quatre dixièmes (107.4) au nord-ouest.

7. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par une partie du lot 244; au nord-est par l'avenue Louvain (lot 260); au sud et au sud-est par une autre partie du lot 260; au sud-ouest par des parties du lot 258 et par le lot 260-20 et à l'ouest par le lot 260-20; mesurant trente pieds (30.0) au nord-ouest; huit cent quarante pieds (840.0) au nord-est; quatre-vingt-treize pieds et un dixième (93.1) au sud; dix pieds (10.0) au sud-est; deux cent soixante-dix pieds et un dixième (270.1) au sud-ouest le long du lot 258;

and ninety-eight and three-tenths feet (98.3) on its northeast lines; three hundred and seventy-two and one-tenth feet (372.1) on the south and fifty-four and nine-tenths feet (54.9) on the southeast.

4. A part (north) of lot 258 of such cadastre, bounded on the north and west by lot 258-3; on the northeast by part of lot 260; on the south by another part of lot 258 and on the southwest by part of lot 257; such part measuring one hundred and forty-eight feet (148.0) on the north; two-hundred and seventy and one-tenth feet (270.1) on the northeast; two-hundred and forty-eight feet (248.0) on the south; ninety-eight and three-tenths feet (98.3) on the southwest and one hundred and thirty-eight and two-tenths feet (138.2) on the west.

5. A part (south) of lot 258 of such cadastre, bounded on the south by Chemin Saint-Louis (lot 258 part); on the northwest and west by another part of lot 258 and on the northeast by parts of lot 260; such part measuring one hundred and fifty-one and two-tenths feet (151.2) on the south; thirty-eight and two-tenths feet (38.2) on the northwest; one hundred and thirty-three and six-tenths feet (133.6) on the west and two hundred and six and four-tenths feet (206.4) on the northeast.

6. A part of lot 259-A of such cadastre, bounded on the south by part of lot 259-A; on the southwest by lots 260-3 to 260-12 inclusively, 260-15, 260-16 and three undivided parts of the said lot 260; on the northwest by lot 259; on the northeast by parts of lots 259-A and 261 and on the north by parts of the said lot 259-A; such part measuring one hundred and seven and four-tenths feet (107.4) on the northwest.

7. A part of lot 260 of such cadastre, bounded on the northwest by part of lot 244; on the northeast by Louvain avenue (lot 260); on the south and southeast by another part of lot 260; on the southwest by parts of lot 258 and by lot 260-20 and on the west by lot 260-20; such part measuring thirty feet (30.0) on the northwest; eight hundred and forty feet (840.0) on the northeast; ninety-three and one-tenth feet (93.1) on the south; ten feet (10.0) on the southeast; two hundred and seventy and one-tenth feet (270.1) on the

quatre-vingt-seize pieds et deux dixièmes (96.2) à l'ouest et quatre cent trente et un pieds et trois dixièmes (431.3) au sud-ouest le long du lot 260-20.

8. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par une partie du lot 244; au nord-est par une partie du lot 259-A; au sud-est par le lot 260-3 et au sud-ouest par l'avenue Louvain (lot 260); mesurant quatre-vingt-six pieds (86.0) dans ses lignes nord-ouest et sud-est; cent trente-cinq pieds (135.0) au nord-est et cent trente-sept pieds (137.0) au sud-ouest.

9. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 260-12; au nord-est par une partie du lot 259-A; au sud-est par le lot 260-16 et au sud-ouest par l'avenue Louvain (lot 260); mesurant quatre-vingt-six pieds (86.0) de profondeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est par une largeur de deux cents pieds (200.0) dans ses lignes nord-est et sud-ouest.

10. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 260-15; au nord-est par des parties du lot 259-A; au sud-est par le lot 260-13 et au sud-ouest par l'avenue Louvain (lot 260); mesurant cinquante pieds (50.0) de largeur par une profondeur de quatre-vingt-six pieds (86.0).

11. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 260-17; au nord-est par l'avenue Louvain (lot 260); au sud-est et à l'est par d'autres parties du lot 260 et au sud-ouest par des parties du lot 258; mesurant quatre-vingt-six pieds (86.0) au nord-ouest; cent cinquante pieds (150.0) au nord-est; quarante-neuf pieds et huit dixièmes (49.8) et huit dixièmes de pied (0.8) dans ses lignes sud-est; soixante et un pieds et deux dixièmes (61.2) à l'est et deux cents pieds (200.0) au sud-ouest.

12. Une partie du lot 260-17 de ce cadastre, bornée au nord-est par l'avenue Louvain (lot 260); au sud-est par une partie du lot 260 et à l'ouest par une autre partie du lot 260-17; mesurant vingt-deux pieds et sept dixièmes (22.7) au nord-est; seize pieds et quatre dixièmes (16.4) au

southwest along lot 258; ninety-six and two-tenths feet (96.2) on the west and four hundred and thirty-one and three-tenths feet (431.3) on the southwest along lot 260-20.

8. A part of lot 260 of such cadastre, bounded on the northwest by part of lot 244; on the northeast by part of lot 259-A; on the southeast by lot 260-3 and on the southwest by Louvain avenue (lot 260); its northwest and southeast lines measuring eighty-six feet (86.0); its northeast line, one hundred and thirty-five feet (135.0) and its southwest line, one hundred and thirty-seven feet (137.0).

9. A part of lot 260 of such cadastre, bounded on the northwest by lot 260-12; on the northeast by part of lot 259-A; on the southeast by lot 260-16 and on the southwest by Louvain avenue (lot 260); its northwest and southeast lines measuring eighty-six feet (86.0) in depth and its northeast and southwest lines measuring two hundred feet (200.0) in width.

10. A part of lot 260 of such cadastre, bounded on the northwest by lot 260-15; on the northeast by parts of lot 259-A; on the southeast by lot 260-13 and on the southwest by Louvain avenue (lot 260); such part measuring fifty feet (50.0) in width and eighty-six feet (86.0) in depth.

11. A part of lot 260 of such cadastre, bounded on the northwest by lot 260-17; on the northeast by Louvain avenue (lot 260); on the southeast and east by other parts of lot 260 and on the southwest by parts of lot 258; such part measuring eighty-six feet (86.0) on the northwest; one hundred and fifty feet (150.0) on the northeast; forty-nine and eight-tenths feet (49.8) and eight-tenths of a foot (0.8) on its southeast lines; sixty-one and two-tenths feet (61.2) on the east and two hundred feet (200.0) on the southwest.

12. A part of lot 260-17 of such cadastre, bounded on the northeast by Louvain avenue (lot 260); on the southeast by part of lot 260 and on the west by another part of lot 260-17; such part measuring twenty-two and seven-tenths feet (22.7) on the northeast; sixteen and four-tenths

sud-est et vingt-huit pieds et quatre dixièmes (28.4) à l'ouest.

feet (16.4) on the southeast and twenty-eight and four-tenths feet (28.4) on the west.

#### ANNEXE V

1. Une partie du lot 250 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, bornée au nord-ouest par les lots 250-9 et 249-104; au nord par une autre partie du lot 250; au nord-est par le lot 249-104 et par une partie du lot 251; au sud-est par le lot 250-1 (rue) et par une partie du lot 372 et au sud-ouest par une partie du lot 372 et par la limite de ce cadastre; mesurant six cent cinq pieds et six dixièmes (605.6) et quatre-vingt-dix pieds et quatre dixièmes (90.4) dans ses lignes nord-ouest; cent quatorze pieds et six dixièmes (114.6) et quatre cent seize pieds et huit dixièmes (416.8) dans ses lignes nord-est; six cent cinquante-deux pieds (652.0) dans une ligne sud-est et quatre cent vingt-sept pieds et quatre dixièmes (427.4) dans une ligne sud-ouest.

2. Une partie du lot 250 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 250-1 (rue), au nord-est par le lot 250-2, au sud-est par le Chemin Saint-Louis et au sud-ouest par une partie du lot 372; mesurant quatre cent quatre-vingt-sept pieds (487.0) au nord-ouest.

3. Une partie du lot 251 de ce cadastre, bornée au nord par une autre partie du lot 251; au nord-est par une partie du lot 252; au sud-est par le lot 251-1 (rue) et au sud-ouest par une partie du lot 250; mesurant trois cent quatre pieds et trois dixièmes (304.3) au nord-est; quatre-vingt-seize pieds (96.0) au sud-est et quatre cent seize pieds et huit dixièmes (416.8) au sud-ouest.

4. Une partie du lot 372 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par une partie du lot 250 et par la limite de ce cadastre; au nord-est par deux parties du lot 250 et par le lot 250-1 (rue); au sud-est par le Chemin Saint-Louis et par le lot 372-1 et au sud-ouest par le lot 372-1 et la limite de ce cadastre.

5. Une partie du lot 153 du cadastre de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, bornée à l'ouest au Chemin Sainte-Foy; au nord par une autre partie dudit lot

#### SCHEDULE V

1. A part of lot 250 of the cadastre of the parish of Sainte-Foy, bounded on the northwest by lots 250-9 and 249-104; on the north by another part of lot 250; on the northeast by lot 249-104 and by part of lot 251; on the southeast by lot 250-1 (street) and by part of lot 372 and on the southwest by part of lot 372 and by the limit of such cadastre; its northwest lines measuring six hundred and five and six-tenths feet (605.6) and ninety and four-tenths feet (90.4); its northeast lines measuring one hundred and fourteen and six-tenths feet (114.6) and four hundred and sixteen and eight-tenths feet (416.8); its southeast line measuring six hundred and fifty-two feet (652.0) and its southwest line measuring four hundred and twenty-seven and four-tenths feet (427.4).

2. A part of lot 250 of such cadastre, bounded on the northwest by lot 250-1 (street), on the northeast by lot 250-2, on the southeast by Chemin Saint-Louis and on the southwest by a part of lot 372; such part measuring four hundred and eighty-seven feet (487.0) on the northwest.

3. A part of lot 251 of such cadastre, bounded on the north by another part of lot 251; on the northeast by part of lot 252; on the southeast by lot 251-1 (street) and on the southwest by part of lot 250; such part measuring three hundred and four and three-tenths feet (304.3) on the northeast; ninety-six feet (96.0) on the southeast and four hundred and sixteen and eight-tenths feet (416.8) on the southwest.

4. A part of lot 372 of such cadastre, bounded on the northwest by part of lot 250 and by the limit of such cadastre; on the northeast by two parts of lot 250 and by lot 250-1 (street); on the southeast by Chemin Saint-Louis and by lot 372-1 and on the southwest by lot 372-1 and the limit of such cadastre.

5. A part of lot 153 of the cadastre of the parish of Saint-Félix-du-Cap-Rouge, bounded on the west by Chemin Sainte-Foy; on the north by another part of the

153; au nord-est à la limite de ce cadastre; au sud-est à ladite limite de ce cadastre et au lot 164-C et au sud-ouest par les lots 154-297, 154-301 ptie, 154-301-1, 154-303, 154-305, 154-307, 154-309, 154-311, 154-313, 154-313-A, 154-317-4 et 154-317-5 ptie.

said lot 153; on the northeast by the limit of such cadastre; on the southeast by the said limit of such cadastre and by lot 164-C and on the southwest by lots 154-297, 154-301 part, 154-301-1, 154-303, 154-305, 154-307, 154-309, 154-311, 154-313, 154-313-A, 154-317-4 and 154-317-5 part.

## ANNEXE VI

*Aire 1:* bornée au nord-est par l'emprise de l'Hydro-Québec (lots 236 ptie et 263 ptie); au sud par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aire 7); au sud-ouest et à l'ouest par la rue Beauclair (aire C) et au nord-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aires 2 et A).

*Aire 2:* bornée au nord-ouest par le prolongement vers l'ouest de la rue McCartney (aire 3); au nord-est par la ligne de transmission de l'Hydro-Québec (lot 236 ptie); au sud-est par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire 1); au sud et au sud-ouest par les rues des Compagnons et GrandJean (aires A et B).

*Aire 3:* bornée au nord-ouest et à l'ouest par le Boulevard du Versant Nord; au nord-est par la ligne de transmission de l'Hydro-Québec (lots 12 ptie, 239 ptie et 236 ptie) et le Boulevard du Versant Nord; au sud-est, sud et sud-ouest par le prolongement vers l'ouest de la rue McCartney et la rue Alain (aires 2, 4 et B).

*Aire 4:* bornée au nord par la rue Alain; à l'est par le Chemin Sainte-Foy (aires 5 et B); au sud-ouest et à l'ouest par le Boulevard du Versant Nord.

*Aire 5:* bornée à l'ouest par le Chemin Sainte-Foy (aire 4); au nord et au nord-est par la rue Laudance (aire B); au sud-est par la rue des Compagnons (aire A) et au sud-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire D).

*Aire 6:* bornée au nord-est par le Boulevard du Versant Nord (aire 4); à l'est par le Chemin Sainte-Foy (aires 10 et D) et à l'ouest par le Chemin de Fer Canadien National.

## SCHEDULE VI

*Area No 1:* bounded on the northeast by the right of way of Hydro-Québec (lots 236 part and 263 part); on the south by the extension westerly of Neilson Boulevard (area No. 7); on the southwest and west by Beauclair street (area C) and on the northwest by Chemin des Quatre-Bourgeois (areas No. 2 and A).

*Area No. 2:* bounded on the northwest by the extension westerly of McCartney street (area No. 3); on the northeast by the Hydro-Québec power line (lot 236 part); on the southeast by Chemin des Quatre-Bourgeois (area No. 1); on the south and southwest by des Compagnons and GrandJean streets (areas A and B).

*Area No. 3:* bounded on the northwest and west by Boulevard du Versant Nord; on the northeast by the Hydro-Québec power line (lots 12 part, 239 part and 236 part) and Boulevard du Versant Nord; on the southeast, south and southwest by the extension westerly of McCartney street and Alain street (areas Nos 2 and 4 and B).

*Area No. 4:* bounded on the north by Alain street; on the east by Chemin Sainte-Foy (areas No. 5 and B); on the southwest and west by Boulevard du Versant Nord.

*Area No. 5:* bounded on the west by Chemin Sainte-Foy (area No. 4); on the north and northeast by Laudance street (area B); on the southeast by des Compagnons street (area A) and on the southwest by Chemin des Quatre-Bourgeois (area D).

*Area No. 6:* bounded on the northeast by Boulevard du Versant Nord (area No. 4); on the east by Chemin Sainte-Foy (areas No. 10 and D) and on the west by the Canadian National Railway.

*Aire 7:* bornée au nord-ouest et au nord par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aires 1, 8 et C); au nord-est par l'emprise de l'Hydro-Québec (263 ptie) et au sud par le Chemin Saint-Louis (aire 9).

*Aire 8:* bornée au nord-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire A); au nord-est et à l'est par la rue Valentin (aire C); au sud-est par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aires 7 et 9) et au sud-ouest et à l'ouest par la rue Pressac (aire D).

*Aire 9:* bornée au nord-ouest et au nord par le Chemin Saint-Louis (aires 7, 10 et D); au sud, sud-ouest et sud-est par le Chemin de Fer Canadien National et au nord-est par l'emprise de l'Hydro-Québec (lot 363-6 ptie).

*Aire A:* bornée au nord-ouest, au nord et au nord-est par la rue des Compagnons (aires 2, 5 et B) et au sud et au sud-est par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aires 1, 8, C et D).

*Aire B:* bornée au nord-ouest par le Chemin Sainte-Foy (aire 4); au nord par la prolongation vers l'ouest de la rue Mc-Cartney (aire 3); à l'est et au nord-est par la rue GrandJean (aire 2); au sud-est par la rue des Compagnons (aire A) et au sud et au sud-ouest par la rue Laudance (aire 5).

*Aire C:* bornée au nord-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire A); au nord-est par la rue Beauclair (aire 1); au sud par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aire 7) et à l'ouest et au sud-ouest par la rue Valentin (aire 8).

*Aire D:* bornée à l'ouest par le Chemin Sainte-Foy (aire 6); au nord, au nord-est et à l'est par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aires 5 et A) et par la rue Pressac (aire 8); au sud-est par le Chemin Saint-Louis (aire 9) et au sud-ouest à la rue Francoeur (aire 10).

*Area No. 7:* bounded on the northwest and north by the extension westerly of Neilson Boulevard (areas Nos 1 and 8 and C); on the northeast by the right of way of Hydro-Québec (lot 263 part) and on the south by Chemin Saint-Louis (area No. 9).

*Area No. 8:* bounded on the northwest by Chemin des Quatre-Bourgeois (area A); on the northeast and east by Valentin street (area C); on the southeast by the extension westerly of Neilson Boulevard (areas Nos 7 and 9) and on the southwest and west by Pressac street (area D).

*Area No. 9:* bounded on the northwest and north by Chemin Saint-Louis (areas Nos 7 and 10 and D); on the south, southwest and southeast by the Canadian National Railway and on the northeast by the right of way of Hydro-Québec (lot 363-6 part).

*Area A:* bounded on the northwest, north and northeast by des Compagnons street (areas Nos 2 and 5 and B) and on the south and southeast by Chemin des Quatre-Bourgeois (areas Nos 1 and 8, C and D).

*Area B:* bounded on the northwest by Chemin Sainte-Foy (area No. 4); on the north by the extension westerly of Mc-Cartney street (area No. 3); on the east and northeast by GrandJean street (area No. 2); on the southeast by des Compagnons street (area A) and on the south and southwest by Laudance street (area No. 5).

*Area C:* bounded on the northwest by Chemin des Quatre-Bourgeois (area A); on the northeast by Beauclair street (area No. 1); on the south by the extension westerly of Neilson Boulevard (area No. 7) and on the west and southwest by Valentin street (area No. 8).

*Area D:* bounded on the west by Chemin Sainte-Foy (area No. 6); on the north, northeast and east by Chemin des Quatre-Bourgeois (areas No. 5 and A) and by Pressac street (area No. 8); on the southeast by Chemin Saint-Louis (area No. 9) and on the southwest by Francoeur street (area No. 10).

## ANNEXE VII

## SCHEDULE VII

1. Une parcelle de terrain formée du lot 147 et d'une partie des lots 121, 123, 124, 132, 133, 136, 137, 140, 141, 145 et 146, tous du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, ville de l'Ancienne-Lorette, et décrite comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 147 et 148 et de la limite des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy; de là, la ligne sud-ouest du lot 147 et partie de la ligne sud-ouest du lot 146 sur une distance totale de deux mille quatre-vingt-dix-neuf pieds et quarante-huit centièmes (2099.48); le côté est de la route no 138 en allant vers le nord sur une distance de quatre-vingt-huit pieds et trente-trois centièmes (88.33); une ligne droite dans une direction est à travers les lots 146, 145, 141, 140, 137, 136, 133, 132, 124, 123 et 121 sur une distance de trois mille huit cent trois pieds et vingt-huit centièmes (3,803.28), soit jusqu'à un point sur la ligne séparative des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy situé à une distance de trois cent quatre pieds et soixante-quinze centièmes (304.75) au nord-est de la ligne séparative des lots 123 et 124 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; enfin, partie de la ligne séparative des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy jusqu'au point de départ; laquelle parcelle de terrain contient en superficie trois millions cinq cent un mille cinq cent soixante et un pieds carrés (3,501,561); toutes les mesures sont en pieds anglais.

2. Une parcelle de terrain formée d'une partie des lots 33, 34 et 35 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, ville de Québec, et décrite comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 35 et 116 et de la limite des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy; de là, partie de la ligne séparative des lots 35 et 116 sur une distance de trois cent trente-quatre pieds et vingt et un centièmes (334.21), soit jusqu'à une ligne parallèle à la partie rectiligne du côté nord de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (lot cadastral 962) et située à une distance

(1) A parcel of land formed by lot 147 and by part of lots 121, 123, 124, 132, 133, 136, 137, 140, 141, 145 and 146, all in the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette, town of l'Ancienne-Lorette, and described as follows: starting from the point of intersection between the dividing line between lots 147 and 148 and the limit of the cadastre of the parishes of L'Ancienne-Lorette and Sainte-Foy; thence, the southwest line of lot 147 and part of the southwest line of lot 146 for a total distance of two thousand and ninety-nine feet and forty-eight hundredths (2,099.48); the east side of highway No. 138 northerly for a distance of eighty-eight feet and thirty-three hundredths (88.33); a straight line easterly across lots 146, 145, 141, 140, 137, 136, 133, 132, 124, 123 and 121 for a distance of three thousand eight hundred and three feet and twenty-eight hundredths (3,803.28), namely to a point on the dividing line between the parishes of L'Ancienne-Lorette and Sainte-Foy situated at a distance of three hundred and four feet and seventy-five hundredths (304.75) northeast of the dividing line between lots 123 and 124 of the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette; finally, part of the dividing line between the cadastres of the parishes of L'Ancienne-Lorette and Sainte-Foy to the starting point; which parcel of land contains in area three million five hundred and one thousand five hundred and sixty-one square feet (3,501,561); English measure.

(2) A parcel of land formed by part of lots 33, 34 and 35 of the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette, city of Québec, and described as follows: starting from the point of intersection between the dividing line between lots 35 and 116 and the limit of the cadastres of the parishes of L'Ancienne-Lorette and Sainte-Foy; thence, part of the dividing line between lots 35 and 116 for a distance of three hundred and thirty-four feet and twenty-one hundredths (334.21), namely to a line parallel to the rectilinear part of the north side of the Canadian Pacific Railways right of way (cadastral lot 962) and situated at a distance of five hundred

de cinq cents (500) pieds au sud dudit côté nord; ladite ligne parallèle à travers les lots 35 et 34 et une partie du lot 33 sur une distance de quatre cent quatre-vingt-treize pieds et huit dixièmes (493.8); une ligne courbe sur une distance de quatre-vingt-huit pieds et soixante-quinze centièmes (88.75) en suivant un arc de cercle de quatre cents (400) pieds de rayon jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy; enfin, ladite ligne séparative de cadastres jusqu'au point de départ; laquelle parcelle de terrain contient en superficie quatre-vingt-deux mille cinq cent trente-cinq pieds carrés (82,535); toutes les mesures sont en pieds anglais.

feet (500) south of the said north side; the said parallel line across lots 35 and 34 and part of lot 33 for a distance of four hundred and ninety-three feet and eight tenths (493.8); a curved line for a distance of eighty-eight feet and seventy-five hundredths (88.75) along the arc of a circle of a radius of four hundred feet (400) to the dividing line between the cadastres of the parishes of L'Ancienne-Lorette and Sainte-Foy; finally, the said dividing line between cadastres to the starting point; which parcel of land contains in area eighty-two thousand five hundred and thirty-five square feet (82,535); English measure.